

Numéro 35 - 23 mai 2020

Notre sécurité est dans la lutte pour les droits de tous et toutes!



La définition impérialiste intéressée d'«entreprises d'importance systémique et viables»

- Le financement étatique des entreprises privées
«d'importance systémique»
- De « trop gros pour tomber » à « entreprise
d'importance systémique et viable »

- K.C. Adams -

L'aide financière de l'État aux compagnies aériennes privées

- La crise chez Air Canada et WestJet
- Les mises à pied chez Air Canada

- Garnet Colly -

Les conséquences évitables des inondations printanières dans le nord de l'Alberta

- L'irresponsabilité sociale oblige une fois de plus les travailleurs à
endurer de grandes pertes

- Peggy Askin -

La situation des peuples autochtones au Canada

- La pandémie dans les réserves et dans les communautés hors réserves
 - Les Premières Nations du Manitoba ont raison de bloquer le barrage de Keeyask
 - *Barbara Biley* -
 - Déclaration de Manitoba Keewatinowi Okimakanak (MKO) Inc.
 - La décision de la Cour suprême du Canada de rejeter l'appel de Taseko Mines Itée
 - *La nation tsilhqot'in* -

Mise à jour de la COVID-19

- «Il y a bien une évidence : le monde ne doit plus jamais être le même» - le directeur général de l'OMS
- Réunion virtuelle de la 73e session de l'Assemblée mondiale de la santé
- La grave menace à la santé que représente la pandémie pour les peuples autochtones partout dans le monde
 - Afin d'assurer que les peuples autochtones soient informés, protégés et priorités pendant la pandémie mondiale de COVID-19
 - *Anne Nuorgam, présidente, Forum permanent sur les questions autochtones* -
 - «COVID-19: chaque travailleur doit être protégé, quoi qu'il arrive»
 - *Bureau du haut-commissariat des droits de l'homme de l'ONU* -
 - La promotion d'un traitement qui n'a pas fait ses preuves et potentiellement dangereux d'un monopole pharmaceutique américain
 - La pandémie mondiale la semaine se terminant le 23 mai

La définition impérialiste intéressée d'«entreprise d'importance systémique et viables »

Le financement étatique des entreprises privées « d'importance systémique »



Le montant de la dette que le gouvernement fédéral et les autres gouvernements contactent dans les conditions de la pandémie est alarmant, car tant les prêteurs que le gouvernement s'attendent évidemment à ce qu'elle soit remboursée avec intérêts. L'offensive antisociale néolibérale déclenchée dans toute sa brutalité au début des années 1990, après le début de l'ère dite de libre-échange au milieu des années 1980, a toujours eu pour justification qu'il n'y a pas d'autres solutions que de payer les riches. À la première vague de mesures antisociales du néolibéralisme, la justification donnée pour payer les riches était que les déficits et la dette qui en résultent étaient attribuables à de mauvais choix politiques faits par des gouvernements engagés dans une frénésie de dépenses pour financer l'État-providence et que le moment était venu d'éliminer les déficits et de réduire la dette. La logique était que les Canadiens vivaient « au-dessus de leurs moyens » et qu'ils devaient maintenant payer pour leurs excès.

Aujourd'hui, c'est la pandémie qui est invoquée pour justifier des emprunts massifs auprès de prêteurs privés qui feront payer un lourd tribut à la société. Beaucoup se laissent prendre par la prétention que cela fait des emprunts de l'État des « dépenses publiques pour les programmes sociaux », mais la réalité est que l'autorité publique a depuis longtemps été détruite et que des intérêts privés étroits ont directement usurpé les institutions publiques, lesquelles sont dorénavant leur chasse gardée.

Le fait est que les déficits et les emprunts encourus par le passé pour payer les riches et « éliminer le déficit et rembourser la dette » avaient le même objectif. Les prêteurs voient la crise actuelle comme une manne sans précédent, d'autant plus qu'ils croient que le peuple l'accepte volontiers étant donné la situation. L'État est à leur disposition, tout comme les ministères du gouvernement Trudeau qui travaillent d'arrache-pied pour justifier les stratagèmes pour payer les riches en soutien à « l'entreprise privée ».

Les stratagèmes pour payer les riches comme le soutien aux entreprises privées « trop grosses pour tomber » ont été justifiés pendant longtemps en disant que cela est également dans l'intérêt de l'économie, des travailleurs et du pays. Dans le contexte actuel de la pandémie mondiale, l'élite au pouvoir distribue d'énormes sommes d'argent empruntées à des institutions privées aux entreprises privées et en particulier à celles qu'elle considère comme étant « d'importance systémique » pour l'économie et le pays et devant par conséquent être soutenues par l'État.

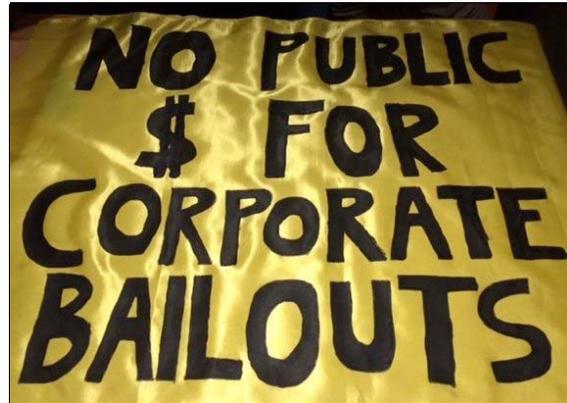
Il n'y a pas si longtemps, la mythologie capitaliste voulait que la concurrence sur les marchés sépare les entreprises gagnantes des entreprises perdantes. Certaines gagnaient et devenaient plus grandes tandis que d'autres étaient absorbées ou faisaient faillite et disparaissaient. Cela était considéré comme efficace malgré les lourdes conséquences : l'anarchie de la production, les crises économiques récurrentes et la souffrance des travailleurs qui perdent leur emploi.

Sous l'impérialisme, où l'oligarchie financière domine toutes les affaires politiques, économiques et sociales, l'élite dirigeante a ajusté la mythologie pour servir ses intérêts privés. Elle soutient que la concurrence sur les marchés ne suffit plus à départager les gagnants et les perdants et que ce rôle revient maintenant à ceux qui contrôlent l'État. Ceux-ci devraient décider quelles grandes entreprises sont vitales pour l'économie et viables et devraient donc recevoir des fonds de l'État lorsqu'elles sont en difficulté ou même simplement pour se développer et rester compétitives dans le cadre de l'économie impérialiste mondiale. Les entreprises privées choisies sont souvent qualifiées d'« entreprises d'importance systémique », comme si cela rendait la chose plus acceptable et juste et n'était pas que de la corruption grossière et de la envers les riches et les puissants.

Que doivent penser les travailleurs de cette mythologie impérialiste ? Si l'État doit financer ces « entreprises privées d'importance systémique », le peuple ne devrait-il pas avoir son mot à dire sur le but ultérieur et également exercer un contrôle sur leurs activités et sur la manière dont est distribuée la valeur que les travailleurs produisent ? Ne faudrait-il pas mettre en place des

mécanismes et créer les formes nécessaires pour que ces « entreprises privées d'importance systémique » servent l'édification nationale et le peuple, et soient tenues responsables de leurs activités ? Ou faut-il simplement continuer comme avant, laisser les riches s'enrichir et les pauvres s'appauvrir, laisser l'économie en proie à des crises récurrentes, laisser les graves problèmes sociaux sans solution et les travailleurs dépourvus de pouvoir politique ?

Pourquoi les travailleurs, qui sont le facteur humain dans la création du produit social, devraient-ils accepter de financer ces « entreprises privées d'importance systémique » avec la valeur publique qu'ils ont produite et qui est censée être sous contrôle public/gouvernemental ? Pourquoi devraient-ils l'accepter si le but de ces entreprises reste la réalisation d'un profit privé maximum pour quelques privilégiés qui vivent n'importe où dans le système impérialiste d'États et utilisent l'argent du profit dans leur propre intérêt ? Cela n'a aucun sens. Une fois leurs entreprises sauvées



ou agrandies grâce à des fonds d'État, ces entreprises privées et leurs propriétaires mondiaux ne changent pas. Leur nature et leur conception du monde ne changeront pas. Ils ne renoncent pas à leur conception du monde et à leurs visées impérialistes pour soudainement s'intéresser au bien-être du peuple et à l'édification nationale. Ils veulent toujours exproprier la valeur nouvelle produite par les travailleurs et ne permettront pas qu'elle soit utilisée pour financer les programmes sociaux et les services et entreprises qui favorisent le peuple.

D'autre part, ces entreprises privées et leurs propriétaires déclarent que cette expropriation de la valeur est légale et juste et qu'ils peuvent l'utiliser comme bon leur semble, que ce soit pour leur plaisir privé ou pour servir leur concurrence avec d'autres oligarques et d'autres entreprises du système impérialiste d'États. Partant de cette position de force conférée par la propriété privée des forces productives et de la valeur que les travailleurs produisent, ces entreprises privées et leurs propriétaires mondiaux reçoivent le soutien total des partis politiques cartellisés au pouvoir, des institutions gouvernementales, de la police et des forces militaires de l'État impérialiste.

De plus, les travailleurs se font dire que le rapport social unilatéral qui existe entre les oligarques impérialistes qui achètent la capacité de travail et ceux qui la vendent est là pour de bon. Pourquoi ce rapport injuste doit-il rester ? Si c'est l'État qui paie pour sauver ces entreprises privées « d'importance systémique » et d'autres entreprises, les travailleurs s'attendent au moins à un changement d'équilibre dans le rapport social qu'ils ont avec ceux qui achètent leur capacité de travail et non à la continuation de l'injustice unilatérale soutenue par l'État qu'ils subissent actuellement.

L'argent pour payer les riches par des sauvetages financiers, des prêts et d'autres moyens provient de la valeur nouvelle que les travailleurs produisent. Il peut sembler provenir des impôts, mais c'est une illusion. La valeur provient de ce que les travailleurs produisent. Il n'existe pas d'autre source de valeur dans l'économie moderne. Qu'elle soit saisie par les impôts ou par d'autres moyens ne change rien au fait que les travailleurs ont produit la valeur qui est remise à ces « entreprises privées d'importance systémique » et à d'autres entreprises.

La classe ouvrière s'attend à ce que la valeur qu'elle a produite, qui va aux gouvernements, ait une fonction publique positive plutôt que d'être utilisée dans le but privé étroit de maintenir les privilèges de classe des riches oligarques mondiaux. Les gouvernements camouflent cet aspect et ne mettent pas en place des formes et des mécanismes permettant de garantir le bon usage des fonds d'État.



L'augmentation des investissements dans les programmes sociaux et les services et entreprises publics au service des citoyens et de l'économie est essentielle. La pandémie l'a clairement montré. Grâce à leur position sociale qui leur donne le contrôle des entreprises privées qui reçoivent un financement d'État, les propriétaires conservent leur capacité d'exproprier la valeur nouvelle que les travailleurs produisent et de l'utiliser partout dans le monde selon leurs intérêts privés étroits. Ce n'est pas normal !

Si l'État doit financer ces entreprises privées « d'importance systémique » et d'autres entreprises, les résultats et le but doivent favoriser le public, dont la majorité est constituée des producteurs et des travailleurs qui produisent la valeur nouvelle, et non la minorité privilégiée qui ne produit pas. Si ceux qui ont le contrôle refusent d'accepter un arrangement qui

favorise le peuple, l'édification nationale et l'équilibre entre ceux qui vendent leur capacité de travail et ceux qui l'achètent, alors ces entreprises privées ne devraient pas recevoir de financement de l'État et devraient survivre par leurs propres moyens ou disparaître.

Des fonds sont nécessaires pour augmenter les investissements dans les programmes sociaux et les services et entreprises publics. Ils le sont pour répondre aux besoins des travailleurs mis à pied, leur trouver un emploi dans l'entreprise publique et renforcer une tendance au sein de l'économie vers un but nouveau qui est de servir le bien-être de tous et qui contribue à l'édification nationale par le développement d'une économie planifiée et diversifiée qui deviendra un rempart contre les crises économiques et les autres crises.



De « trop gros pour tomber » à « entreprise d'importance systémique et viable »

- K.C. Adams -

Les oligarques impérialistes font la promotion d'un autre terme encore pour expliquer leur pillage des recettes de l'État pour payer les riches. Lors de la dernière crise économique en 2008, ils ont proclamé qu'il était nécessaire de canaliser l'argent public/étatique vers les monopoles industriels et financiers privés parce qu'ils étaient « trop gros pour tomber ». Si leurs empires industriels et financiers mondiaux devaient sombrer, le monde tel que nous le connaissons s'effondrerait et serait remplacé par quelque chose d'impensable. L'impensable pour les oligarques impérialistes, c'est perdre le contrôle et le privilège d'exploiter la classe ouvrière. C'est aussi une possible résurgence d'un mouvement de masse des travailleurs réclamant une direction et un but prosociaux pour l'économie.

Au fil des années, les stratagèmes pour payer les riches qui consistaient à distribuer des fonds publics aux entités jugées « trop grosses pour tomber » et à d'autres entreprises ont eu pour effet de consolider encore plus le pouvoir et le contrôle des oligarques mondiaux, entraînant une plus grande concentration de la richesse, une pauvreté croissante et une prolifération de problèmes

sociaux non résolus. Le détournement des fonds d'État au profit de GM, des banques et d'autres puissances industrielles et financières mondiales au cours des dernières décennies a affamé les programmes sociaux, notamment dans les secteurs de la santé et des soins de longue durée. Dans le monde entier, les riches sont devenus plus riches, les pauvres plus pauvres et plus vulnérables et l'anarchie de la production et l'exploitation des travailleurs se sont intensifiées.

Avec une concentration plus poussée de la richesse entre leurs mains, les oligarques sont devenus encore plus audacieux et leur concurrence pour le pillage du monde plus violente, celle-ci s'accompagnant de préparatifs de guerre, de sanctions, de boycottages, de blocus, d'ingérences, de changements de régime, de guerres régionales et de menaces de guerre toujours plus graves dans leur lutte pour la domination. Le monde impérialiste est devenu plus exposé et vulnérable à la crise sanitaire mondiale pour laquelle il n'était pas préparé ; cette crise a mis en évidence la contradiction économique sous-jacente entre le caractère socialisé de l'économie moderne et le caractère privé et désuet de son contrôle par des bandes rivales d'oligarques impérialistes principalement intéressés à accroître leurs richesses et leur pouvoir privés.



Dans tout le système impérialiste d'États durant la pandémie, dans un pays après l'autre, les secteurs de la santé et des soins de longue durée exposent leur incapacité à faire face à la crise de santé publique. En plus, une crise économique a éclaté et les entreprises impérialistes jugées « trop grosses pour tomber » et qui ont été soutenues par les fonds de l'État en 2008 reviennent quémander plus d'argent public pour encore une fois sauver leurs empires privés, mais cette fois elles sont qualifiées d'« entreprises d'importance systémique et viables ».

Le groupe de réflexion impérialiste l'Institut C.D. Howe écrit dans son communiqué #5 sur la pandémie intitulé « Les entreprises viables doivent avoir accès au capital »[1] :

« Lors de la réunion, le groupe s'est concentré sur la phase de reprise et sur la manière de garantir que les entreprises dotées de modèles d'entreprise viables puissent réaliser les types d'investissements nécessaires pour s'adapter à la structure changeante de l'économie, éviter les dettes insoutenables et reconstituer leur fonds de roulement.

« Il y a des mesures que les gouvernements peuvent prendre pour faciliter l'accès des entreprises aux fonds de roulement à court terme et aux nouvelles sources de capitaux patients sans pour autant soutenir des entreprises qui se seraient effondrées de toute façon ou dont les modèles ne fonctionneront pas après la pandémie. [...]

« Sur ce front, la Banque du Canada a soutenu les institutions financières avec beaucoup de liquidités tout au long de la pandémie. Par conséquent, tant que les entreprises ont des modèles d'affaires viables, elles devraient pouvoir compter sur les institutions financières pour les aider à rétablir leur fonds de roulement. [...]

« Les membres ont estimé que certaines entreprises sont probablement trop importantes sur le plan systémique, à en juger par leurs répercussions sur le reste de l'économie, pour pouvoir passer par le processus de faillite et d'insolvabilité. Le défi consiste à déterminer quelles entreprises sont vraiment importantes sur le plan systémique.

« Les gouvernements doivent être clairs sur les critères qu'ils utiliseront pour prendre cette décision. [...]

« Une intervention réelle du gouvernement pourrait être nécessaire dans l'immédiat. Une option d'intervention gouvernementale consiste en des prêts incitatifs, où le gouvernement offre des conditions favorables aux entreprises en échange de la réalisation d'investissements spécifiques. [...]

« [Une autre option serait] que le gouvernement ou les prêteurs de l'État contractent une dette mezzanine ou de capitaux propres privilégiés, ce qui permettrait aux entreprises de déterminer elles-mêmes l'investissement approprié. [...] Bien qu'il n'existe pas d'option parfaite, les membres ont favorisé l'approche des capitaux propres privilégiés. Le groupe a noté que le gouvernement pourrait vouloir envisager des mesures fiscales qui facilitent le flux de capitaux propres patients. [...]

« Les décideurs et les régulateurs devraient prendre les mesures suivantes pour garantir que les capitaux circulent efficacement vers les entreprises les mieux placées pour stimuler la croissance économique pendant la reprise : réduire les obstacles réglementaires à la circulation des capitaux, inciter à investir davantage dans les entreprises et les projets d'infrastructure qui ne bénéficient pas d'une notation de crédit publique, encourager les entreprises à tirer parti des programmes canadiens de faillite et d'insolvabilité, qui donnent aux entreprises dotées de modèles d'entreprise viables une seconde chance par des négociations avec les créanciers, faire preuve de transparence quant aux critères qui détermineront les entreprises canadiennes d'importance systémique. Si le gouvernement est obligé d'investir, penchez vers des actions privilégiées. »



Les oligarques impérialistes camouflent leurs stratagèmes pour payer les riches en « entreprises d'importance systémique et viables » et autres en invoquant le grand idéal de soutenir les emplois des travailleurs ordinaires et de sauver l'économie de l'effondrement. Les entreprises ont besoin de travailleurs pour fonctionner, que ce soit des « entreprises d'importance systémique » ou non, et si les plus grandes entreprises s'effondrent, cela annonce l'effondrement de l'économie au sens large et la nécessité d'entreprises publiques avec une

direction et un but nouveaux, une direction et un but prosociaux.

Les impérialistes veulent que les travailleurs ne s'intéressent pas au but des entreprises d'importance systémique, qui reçoivent de l'argent public, et des investisseurs privés qui profitent de la valeur produite par les travailleurs. Le but des « entreprises d'importance systémique » n'est pas l'édification nationale ni la sécurité et le bien-être du peuple ; leur but est d'exproprier autant de valeur que possible pour ceux qui en ont le contrôle et les détiennent. Ceux qui contrôlent ou détiennent des « entreprises d'importance systémique » au Canada ne sont sans doute même pas des résidents du pays. Ce peut être des propriétaires d'actions qui vivent sur leur île privée ou de puissants actionnaires de New York, Londres, Francfort ou peut-être Toronto. Ils sont obsédés par le retour sur leur investissement privé des « entreprises d'importance systémique » dont ils sont propriétaires.

Les travailleurs doivent se poser la question : pourquoi les fonds publics et les institutions gouvernementales sont-ils utilisés pour soutenir ce but et cette soif de profit privé ? C'est précisément ce « retour à la normale » qu'il faut éviter si l'on veut ouvrir la voie du progrès de la société. Cette recherche obsessionnelle du profit privé s'oppose à l'édification nationale, elle s'oppose à ce que le pays avance dans une nouvelle direction pour résoudre les problèmes et les rapports sociaux de l'économie moderne socialisée de la grande production industrielle pour répondre aux besoins du peuple et humaniser l'environnement social et naturel.

Pour les oligarques impérialistes, les « entreprises d'importance systémique » sont essentielles du point de vue de leurs intérêts privés, car ce sont eux qui en sont les propriétaires et qui les contrôlent. Elles ne sont pas considérées comme essentielles pour l'intérêt public au sens large ou pour l'édification nationale. La structure et le but des entreprises privées, les rapports sociaux avec leurs travailleurs et les institutions étatiques qui soutiennent l'ensemble sont ce qu'ils ne veulent pas changer. Ils sont terrifiés à l'idée que soient créées des « entreprises d'importance systémique et viables » nouvelles qui auront un but nouveau et une nouvelle direction au service du peuple et de l'édification nationale. Ils sont terrifiés par toute remise en cause par les travailleurs du rapport social unilatéral et injuste qu'ils leur imposent. Ce rapport social repose sur l'achat de la capacité de travail qui fait fonctionner leurs « entreprises d'importance systémique » et perpétue le système impérialiste d'exploitation de la valeur que les travailleurs produisent. Il bloque toute résolution des contradictions internes de ce système qui ouvrirait la voie vers l'avenir.

Rappelons que l'Institut C.D. Howe souligne l'importance d'« encourager les entreprises à tirer parti des programmes canadiens de faillite et d'insolvabilité ». Ces programmes inhumains attaquent la classe ouvrière, ses emplois, ses économies et ses pensions. Les travailleurs au Canada ont une expérience amère des « programmes canadiens de faillite et d'insolvabilité », en particulier avec la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* qui a été utilisée pour préserver les investissements des riches oligarques et voler ce qui appartient de droit aux travailleurs.

La classe ouvrière ne peut pas permettre à l'oligarchie impérialiste de se sortir de cette crise sans remettre en cause son autorité. Il est évident que l'élite au pouvoir ne va pas changer un système qui lui donne le pouvoir de faire des profits privés et qui lui donne les privilèges et le pouvoir d'exploiter. Cette classe est déterminée à maintenir le statu quo, à continuer comme avant et à refuser que la classe ouvrière s'avance et prenne le contrôle. C'est en s'appuyant sur ses propres efforts et ses actions organisées que la classe ouvrière apportera le changement, par ses luttes résolues pour revendiquer ce qui lui appartient de droit, ce qui comprend le droit de décider de la direction des affaires économiques et politiques qui l'affectent.

Les « entreprises d'importance systémique » doivent servir le peuple et l'édification nationale et non les intérêts privés étroits des riches du monde entier. Cela doit être clairement établi et appliqué. Le Canada et le reste du monde impérialiste ont besoin d'un but nouveau et d'une direction nouvelle et les travailleurs organisés ont la responsabilité sociale de répondre à ce besoin.

Note

1. Le Groupe de travail sur les mesures monétaires et fiscales de l'Institut C.D. Howe est composé de :

- David Dodge, coprésident, ancien directeur de la Banque du Canada
- Mark Zelmer, coprésident, ancien surintendant adjoint du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), un organisme indépendant du gouvernement du Canada qui fait rapport au ministre des Finances
- Riaz Ahmed, Groupe Banque TD
- Steve Ambler, Université du Québec à Montréal
- Dwight Duncan, McMillan LLP (McMillan LLP est un cabinet d'avocats d'affaires international avec 400 avocats sous contrat.)
- Paul Jenkins, ancien premier sous-gouverneur de la Banque du Canada
- Phil Howell, ancien directeur général et surintendant de la Commission des services financiers de l'Ontario
- Thor Koepl, Université Queen's
- Andrew Moor, Banque EQB Canada

- Tamara Vrooman, PDG de Vancity Credit Union, ancienne sous-ministre des Finances de la Colombie-Britannique, chef de la direction de l'aéroport international de Vancouver, à compter du 1er juillet
- Jeremy Kronick, Institut C.D. Howe
- Duncan Munn, Institut C.D. Howe



L'aide financière de l'État aux compagnies aériennes privées

La crise chez Air Canada et WestJet

Le gouvernement va de l'avant pour déclarer Air Canada et WestJet « des entreprises d'importance systémique » qui vont recevoir d'une façon ou d'une autre plus de fonds publics.

Les deux sociétés ont annoncé depuis mars une réduction massive de leur personnel. Air Canada a déjà profité de la subvention salariale fédérale de 75 % avec la réembauche de 16 000 employés mis à pied. Malgré cette aide, Air Canada a annoncé qu'elle mettra à pied à partir du 7 juin plus de la moitié de ses 38 000 employés. Les licenciements toucheront un minimum de 19 000 employés et pourraient atteindre 22 800. Air Canada a déclaré que ces travailleurs en congé ne recevront plus la subvention salariale, mais devront plutôt demander une autre aide fédérale même si le gouvernement a prolongé la Subvention salariale d'urgence du Canada d'urgence du Canada jusqu'à la fin août. Air Canada a cloué au sol quelque 225 avions et réduit sa capacité de vol de 95 %. WestJet a pris des mesures similaires.

Le premier ministre Justin Trudeau a déclaré qu'il avait des discussions avec les compagnies aériennes concernant une nouvelle aide financière publique. M. Trudeau a déclaré : « Nous aurons des conversations avec Air Canada comme nous le ferons avec les compagnies aériennes de tout le secteur pour essayer de voir la meilleure façon de surmonter cette pandémie particulière. »

Trudeau n'a pas donné plus de détails sur la forme de l'aide, s'il s'agissait d'un sauvetage, d'une participation fédérale au capital de l'entreprise ou si Ottawa était disposé à contribuer aux obligations de l'entreprise en matière de pensions et de prestations de santé. Trudeau a rappelé que les compagnies aériennes et d'autres gros employeurs peuvent également accéder au programme de financement provisoire nouvellement annoncé qui est mis à la disposition des entreprises avec au moins 300 millions de dollars de revenus afin qu'elles puissent rester ouvertes, garder les employés sur leur liste de paie et éviter les faillites.



Comment les travailleurs aériens actifs, licenciés et retraités devraient-ils réagir face à cette situation ? Que voudraient-ils que le gouvernement fasse ?

Devraient-ils accepter un sauvetage public d'Air Canada et de WestJet, même s'il s'agit d'entreprises privées qui répondent à leurs propriétaires et servent leurs intérêts privés ? Le cartel d'investissement impérialiste ONEX est le propriétaire majoritaire de WestJet.

Si les compagnies aériennes sont « des entreprises d'importance systémique » pour l'économie et le pays, ne devraient-elles pas être placées sous le contrôle d'une autorité publique redevable au peuple ? Est-ce que cela ne nécessite pas un changement d'objectif de l'autorité actuelle par lequel la prise en charge par des intérêts privés étroits est remplacée par une prise en charge par le peuple qui a le pouvoir de décision ? Est-ce que cela ne nécessite pas de donner la priorité aux entreprises que les travailleurs définissent comme « systématiquement importantes et viables » ? De telles entreprises n'auraient pas comme raison d'être le profit privé pour des propriétaires privés, mais seraient guidées par un objectif de servir le pays, le peuple et l'édification nationale. Cela nécessiterait à son tour un changement dans la façon dont l'opinion publique est créée et sur qui contrôle le processus de prise de décision. La façon d'y arriver est de se faire entendre sur les développements en fonction de ce qui sert le peuple, non pas ce qui paie les riches. Dans la situation actuelle, les travailleurs des compagnies aériennes et les autres sont appelés à mettre de l'avant leurs propres réclamations sur ce qui est requis en ce moment.



Les mises à pied chez Air Canada

- Garnet Colly -

Après deux mois d'incertitude et d'instabilité, Air Canada a annoncé la semaine dernière des licenciements massifs pouvant aller jusqu'à 60 % de ses effectifs, soit jusqu'à 20 000 employés.

Avec la propagation de la COVID-19, le transport aérien a été l'un des secteurs de l'économie qui a été sérieusement et rapidement touché. Le transport des passagers vers diverses destinations a diminué immédiatement, suivi par les fermetures par les pays de leurs frontières aux vols internationaux. On en est arrivé au point où les compagnies aériennes au Canada déclarent qu'elles fonctionnent à 5 % de la capacité qu'elles avaient l'an dernier. Ceci, conjugué à l'annulation d'une multitude de vols, a conduit à une insécurité croissante des employés des compagnies aériennes dans tous les services.

En mars, Air Canada a déjà mis à pied 16 500 agents de bord, mécaniciens et agents du service à la clientèle qu'ils ont réembauchés en avril dans le cadre de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), le gouvernement payant 75 % du salaire jusqu'à un maximum de 847 dollars par semaine, ce qui ne s'appliquait qu'aux personnes situées au sommet de l'échelle salariale qui ont travaillé le maximum d'heures. Les nouveaux employés et ceux qui se situent au bas de l'échelle des salaires ont déjà du mal à joindre les deux bouts même avec 100 % de leur salaire lorsqu'ils travaillent à plein temps.

Les entreprises étaient « libres » de verser leur part en sus du SSUC (oui, cela s'appelle un « supplément » pour le 25 % restant, mais, bien sûr, elles ont toutes déclaré qu'elles ne pouvaient pas se permettre de le faire). Alors même que ce programme a maintenant été prolongé jusqu'au 29 août, Air Canada semble avoir jusqu'à présent décidé de ne pas poursuivre le programme au-delà du 6 juin.

Non seulement Air Canada n'a pas encore annoncé ses horaires des vols pour le mois de juin, mais elle n'a pas fait d'annonce définitive quant aux éventuelles mesures d'atténuation qu'elle mettra en place au-delà des protections de base de la convention collective. Pour le service en vol, celles-ci comprennent un « programme de démission » avec des privilèges de voyage continus, mais de moindre priorité ; un programme de congé spécial sans perte d'ancienneté ou de service accumulé en ce qui a trait aux retraites et avec des congés offerts pour des périodes de 6, 12, 18 et 24 mois ; et un programme réduit du nombre de vols, permettant aux agents de bord de travailler environ la moitié du nombre normal d'heures, tout en conservant leurs avantages

sociaux, mais devant fournir un montant à la pension et à l'assurance pour compenser la perte de salaire en cas d'invalidité de longue durée.

La composante Air Canada du SCFP, qui représente les agents de bord, avait également présenté l'idée de forfaits de séparation volontaire, de mesures provisoires pour les pensions et d'incitatifs financiers de séparation comparables à ce que la haute direction et les pilotes avaient reçus. L'entreprise a indiqué que ce n'était pas quelque chose qui serait réalisable, « en raison de la crise financière et des passifs actuels de la compagnie ». Curieusement, ce problème ne semble pas avoir affecté leur décision quant à la réduction des effectifs au sein de la haute direction.

Les syndicats qui représentent les travailleurs des différents services ont sollicité l'entreprise pour réduire le nombre de licenciements - y compris la poursuite de la participation à la SSUC jusqu'à son expiration - mais c'est évident que la compagnie est déterminée à maintenir l'ancienne manière de faire des choses, intéressée uniquement à trouver un moyen pour les principaux actionnaires de continuer à faire du profit plutôt que de veiller au bien-être de ceux qui créent la richesse. Tout en admettant publiquement que cela ne représente pas une grande somme d'argent, l'entreprise a choisi d'abandonner le programme afin de ne pas avoir à cotiser aux pensions, assurances et autres avantages sociaux marginaux qui relevaient de sa responsabilité dans le cadre de la SSUC.



Cette situation a touché les travailleurs de toutes les compagnies aériennes canadiennes. Sunwing et Air Transat ont suspendu leurs activités, sauf en ce qui concerne une poignée d'employés de la haute direction qui reçoivent la SSUC. WestJet, qui a été récemment acheté par ONEX, a également annoncé des réductions massives en avril, en plus de celles qu'il avait déjà annoncées en mars. WestJet a prolongé le programme de la SSUC jusqu'en août, mais ne compte plus que 35 agents de bord.

Il est bien connu que les compagnies aériennes travaillent ensemble pour faire pression sur le gouvernement fédéral pour une forme de « sauvetage ». Cette déclaration d'Air Canada de licencier plus de la moitié de son personnel, malgré le programme d'aide fédéral en place, fait l'objet de fortes spéculations selon lesquelles c'est un effort pour « faire monter les enchères » et accroître la pression sur le gouvernement fédéral.

Cette situation crée de l'insécurité et de l'anxiété chez les employés quant à leur avenir. Sans connaître le nombre d'employés qui seront réellement nécessaires ni le nombre de ceux qui profiteront des programmes d'atténuation offerts, des milliers de personnes se demandent en fait quels seront les défis auxquels elles seront confrontées au cours des semaines, des mois et des années à venir. Bien sûr, tel est le sort des travailleurs des compagnies aériennes depuis des décennies en raison des cycles d'expansion et de contraction de l'économie non planifiée sur laquelle nous n'avons aucun contrôle. Rien n'a jamais été fait pour que les travailleurs puissent faire face aux tempêtes. Cela doit changer. Il n'y a pas de meilleur moment que maintenant pour exiger une nouvelle direction de l'économie.



**Les conséquences évitables des inondations printanières
dans le nord de l'Alberta**

**L'irresponsabilité sociale oblige une fois de plus les
travailleurs à endurer de grandes pertes**

- Peggy Askin -



Inondation du centre-ville de Fort McMurray

Les travailleurs de Fort McMurray et de la région de Wood Buffalo ont été abandonnés et forcés d'endurer à nouveau les conséquences des inondations printanières à cause du refus des intérêts privés qui contrôlent les gouvernements de renforcer le facteur humain pour qu'il puisse contenir les inondations printanières et éviter une autre catastrophe. Ces inondations printanières surviennent alors que beaucoup de résidents de Fort McMurray n'ont pas encore surmonté les dommages causés par l'incendie de forêt de 2016 qui a forcé l'évacuation de toute la ville, détruit 2 400 résidences et édifices et obligé plus de 2 000 résidents à abandonner leur domicile devenu non sécuritaire. Depuis la chute des prix du pétrole en 2014, près d'un emploi sur dix dans l'industrie des sables bitumineux a été supprimé malgré l'augmentation de la production. La pandémie a maintenant considérablement réduit la demande de pétrole à un moment où la rivalité entre les impérialistes du secteur de l'énergie est devenue de plus en plus forte. Maintenant, les travailleurs et les petites entreprises de Fort McMurray doivent à nouveau faire face aux destructions causées par une inondation dévastatrice.

Les travailleurs devraient se tenir aux côtés des travailleurs de Fort McMurray et de la région, qui ont encore une fois été laissés à eux-mêmes par des gouvernements qui servent des intérêts privés.

Fort McMurray est situé à la confluence des rivières Athabasca et Clearwater. Le 26 avril, un immense embâcle de glace sur la rivière Athabasca a inversé le cours de la rivière Clearwater qui est sortie de son lit et a inondé le centre-ville de Fort McMurray et plusieurs quartiers environnants. Plus de 13 000 personnes ont été immédiatement évacuées de leur domicile. Quatre

cent cinquante personnes ont été évacuées des Premières Nations de Fort Vermillion et de Tall Cree en raison des inondations provoquées par la rivière de la Paix dans le comté de Mackenzie. Malheureusement, un membre de la Première Nation de Fort McKay, située à 55 kilomètres au nord de Fort McMurray, est décédé des suites de blessures subies alors qu'il luttait pour sa survie sur la rivière Athabasca. Des milliers de personnes ont été contraintes de quitter leur domicile et environ 2 500 continuent toujours de vivre dans des camps de travail, des hôtels et d'autres logements temporaires.

C'est la deuxième fois que de nombreux résidents de Fort McMurray doivent faire face à leur maison gravement endommagée ou détruite. Les rapports indiquent qu'environ 1 230 structures ont été endommagées par les inondations. Beaucoup de gens venaient de terminer la construction de nouvelles maisons pour remplacer les maisons détruites par les incendies de forêt de 2016. Avec la saison des incendies de forêt qui approche, l'inquiétude grandit quant à ce que cela pourrait entraîner.

Une semaine après l'inondation, le maire Don Scott a déclaré à la CBC que sans aide financière à long terme, de nombreuses personnes seront ruinées financièrement. Il a dit que la plupart des évacués n'ont pas d'assurance contre les

inondations, qui n'est pas incluse dans les polices d'assurance habitation habituelles. Les propriétaires peuvent ne pas être admissibles en raison d'un risque élevé d'inondation et, s'ils le sont, le coût est prohibitif, environ 10 000 \$ par année. Le maire a demandé aux gouvernements fédéral et provincial d'étendre les fonds de secours aux sinistrés à près de 13 000 personnes qui ont été forcées de quitter leur domicile. À ce jour, le gouvernement de l'Alberta a effectué un paiement unique de 1 250 \$ par adulte et 500 \$ par enfant pour couvrir certaines dépenses des personnes touchées par l'inondation.

Le centre-ville de Fort McMurray, y compris l'hôpital et les principaux magasins d'alimentation, est construit sur une plaine inondable, tout comme les collectivités voisines. Bien que de nombreux Albertains ont maintenant une assurance contre les inondations et que les assureurs ont lancé d'autres produits au cours des cinq dernières années, une porte-parole du Bureau d'assurance du Canada a déclaré que l'assurance contre les inondations est relativement nouvelle et que cette option est compliquée pour les personnes qui vivent sur des plaines inondables ou dans une zone à haut risque.

« L'assurance contre les inondations est généralement beaucoup plus limitée ou restreinte, car la probabilité d'inondation est beaucoup plus élevée. La police d'assurance serait inabordable », a-t-elle déclaré.

Tout cela soulève la question qu'au XXI^e siècle, il est possible de protéger les villes et les communautés contre les inondations et les incendies de forêt si l'on prête l'attention nécessaire à l'endroit et à la manière dont les constructions sont effectuées. Mais maintenant, encore une fois, comme ce fut le cas durant les incendies de forêt qui ont détruit leur maison en 2016 lorsque les propriétaires ont dû mener de longues batailles avec leurs compagnies d'assurance, les personnes touchées aujourd'hui vont devoir se battre pour obtenir des dédommagements tandis que leurs dépenses et leurs dettes augmenteront. Pourquoi une telle répétition ? Pourquoi cette catastrophe est-elle considérée comme la responsabilité de chaque propriétaire ?



Le gouvernement provincial a annoncé qu'il rendra disponible 147 millions de dollars dans le cadre du Programme de reprise après sinistre. Il s'agit d'une supercherie, car le programme exclut explicitement les dommages causés par les inondations terrestres parce que les propriétaires peuvent désormais obtenir une assurance pour couvrir ces dommages. Dans cet arrangement commode entre les compagnies d'assurance et le gouvernement, les compagnies d'assurance offrent un produit que les gens ne peuvent pas se permettre et les gouvernements se lavent ensuite les mains de toute responsabilité, affirmant que les gens « ont choisi » de ne pas se procurer de couverture d'assurance.

Le gouvernement de l'Alberta a la responsabilité de libérer des terres dans la région des sables bitumineux pour le développement de logements. Les travailleurs de la région n'ont pas eu leur mot à dire sur la façon dont Fort McMurray a été développé ni sur la décision de construire des logements en plaine inondable, sans aucune considération pour des mesures d'atténuation des inondations ou pour protéger la communauté contre les incendies de forêt. Les gouvernements servent des intérêts privés étroits et déclarent que les conséquences de leurs décisions ne sont pas leur problème. Cela révèle au grand jour la véritable signification des louanges du premier ministre Jason Kenney envers les habitants de Fort McMurray et d'autres collectivités qui font preuve de « résilience nordique », comme si se débrouiller soi-même était un rite de passage pour se déclarer albertain.

Les embâcles sont fréquents, ce qui soulève la question légitime de savoir pourquoi on ne fait pas davantage pour réduire les dommages qu'ils causent. Ils se forment principalement à des endroits où les rivières deviennent étroites, telles que des coudes serrés, des sections étroites, des îles, des endroits peu profonds, sous les ponts ou lors de un changement dans la forme du lit de la rivière. La mise en oeuvre de mesures préventives est une science connue. Cependant, le but de l'économie n'est pas de prendre la responsabilité de s'occuper des gens et de mettre en place des mesures d'atténuation pour éviter les inondations. Avec les compagnies d'assurance, le gouvernement de l'Alberta se lave les mains en déclarant que de telles calamités sont des « cas de force majeure ».

De la même manière, les gouvernements ne prennent aucune responsabilité pour les immenses difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs, dont ceux de Fort McMurray, pour les conséquences d'une économie dépendante de l'approvisionnement en ressources énergétiques de l'impérialisme américain et sa machine de guerre. Les gouvernements refusent de reconnaître la nécessité d'une nouvelle direction à l'économie, au lieu de s'en prendre par des paroles bellicistes à la Chine et la Russie, à l'Iran, au Venezuela et à d'autres afin de détourner l'attention que le problème réside dans leur défense du règne et du contrôle par les oligarques mondiaux de l'énergie.

La majorité des habitants de Fort McMurray et de la région travaillent dans les sables bitumineux et dans l'industrie pétrolière et gazière. Leur travail acharné ajoute une valeur considérable à l'économie. Ce sont les compagnies qui possèdent et contrôlent les sables bitumineux et les gouvernements provinciaux et fédéral qui les assistent qui devraient fournir des frais de subsistance immédiats et adéquats aux évacués et les dédommager immédiatement et entièrement afin de nettoyer, réparer et reconstruire leurs maisons. Que nous soyons confrontés à des inondations, à des incendies ou à des catastrophes économiques causées par la mainmise de l'oligarchie financière à la poursuite de son propre intérêt étroit, la question la plus importante est de savoir comment nous allons nous attaquer à un pouvoir de décision qui n'est pas sous notre contrôle.

(Sources : sources locales, archives du LML, CBC News, Fort McMurray Today et Oil Sands Magazine)



La situation des peuples autochtones au Canada

La pandémie dans les réserves et dans les communautés hors réserve

Le 22 mai, Services aux Autochtones Canada a écrit : « En date du 22 mai et dans les réserves des Premières Nations des provinces, SAC a reçu la confirmation de : 209 tests positifs à la COVID-19 ; 18 hospitalisations ; 4 décès. » Selon SAC, le nombre de cas par province est le suivant : Colombie-Britannique : 41 ; Alberta : 38 ; Saskatchewan : 49 ; Ontario : 46 ; Québec : 35.

Ce que SAC ne dit pas est qu'en ce qui concerne la COVID-19, les personnes qui ont des problèmes de santé connaissent un taux de mortalité beaucoup plus élevé lorsqu'elles sont infectées. Les conditions sociales terribles qui ont été créées par l'État canadien dans de nombreuses réserves, comme les logements insalubres, la pollution industrielle, le manque d'accès à de l'eau potable et à des aliments nutritifs de même que l'absence d'un avenir brillant qui mène à l'abus de drogues et d'alcool ont causé des problèmes de santé à de nombreux autochtones qui vivent dans les réserves, ce qui les rend particulièrement vulnérables à la COVID-19.

En ce qui concerne les autochtones qui ne font pas partie du système des réserves, le Congrès des peuples autochtones (CPA), qui représente les intérêts de tous les Indiens inscrits, les Indiens non-inscrits, les Métis et les Inuits du Sud, a déposé le 13 mai 2020 un recours urgent en justice devant la Cour fédérale portant sur un « financement inadéquat et discriminatoire » du gouvernement fédéral au cours de la COVID-19, comparé aux autres groupes. Au milieu du mois de mars, le gouvernement a créé le Fonds de soutien aux communautés autochtones de 305 millions de dollars, dont 15 millions ont été alloués à l'appui de groupes qui travaillent avec les communautés autochtones qui ne font pas partie du système des réserves, bien qu'elles représentent plus de la moitié des autochtones vivant au Canada.

Dans son communiqué de presse qui traite du recours en justice, le CAP écrit :

« Le Congrès des peuples autochtones (CPA) et ses organisations provinciales et territoriales (OPT) ont déposé aujourd'hui un recours urgent en justice portant sur un financement inadéquat et discriminatoire du gouvernement fédéral au cours de la crise de la COVID-19. La discrimination marquée par l'absence frappante de financement affecte les autochtones les plus vulnérables et les plus démunis du Canada.

« 'Le Congrès des peuples autochtones et nos partenaires provinciaux et territoriaux offrent du support et des services critiques à plusieurs Canadiens en situation de précarité. Le gouvernement fédéral a abandonné sa responsabilité de fiduciaire face à de nombreux membres de la communauté autochtone pendant cette pandémie', a déclaré le chef national du Congrès des peuples autochtones, M. Robert Bertrand.

« Le recours urgent déposé aujourd'hui devant la Cour fédérale du Canada porte sur le financement alloué en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés (la 'Charte'). Le recours en justice vise à démontrer qu'en dépit des objectifs louables du gouvernement fédéral, le financement alloué est déterminé de façon discriminatoire et pénalise les populations autochtones doublement désavantagées que sert le CPA.

« Conséquemment, il n'est tout simplement pas possible pour le CPA et ses OPT d'offrir du soulagement significatif aux souffrances vécues par les plusieurs milliers d'autochtones hors réserve qu'ils soutiennent activement, ainsi qu'aux centaines de milliers d'autochtones hors réserve dont le CPA défend les intérêts. Ceux-ci sont inclus sous la responsabilité fédérale en vertu de la décision Daniels de la Cour suprême du Canada.[1] Ce soutien urgent doit nécessairement inclure du soutien aux anciens et à d'autres, du soutien aux enfants dont pédagogique, des soins de santé

mentale et de la préparation d'urgence face à la COVID-19.

« Ce recours en justice est déposé après que le gouvernement fédéral a ignoré les efforts répétés et la préférence du CPA de travailler avec Services aux Autochtones Canada (SAC) afin de rectifier la situation sans avoir recours aux tribunaux. La grande majorité des autochtones du Canada habite hors réserve et ce recours en justice vise à défendre les besoins de cette population.

« Il y a un long historique de services insuffisants, de négligence et parfois même de discrimination patente envers les autochtones hors réserve. La Cour suprême reconnaît cette situation et, maintenant, le gouvernement fédéral discrimine les Canadiens les plus vulnérables au pire moment possible. Nous n'avons eu aucun autre choix que de nous adresser aux tribunaux pour sauver des vies', d'ajouter la cheffe et présidente du Native Council of Nova Scotia, Mme Lorraine Augustine. »

En réponse à la lutte déterminée du Congrès des peuples autochtones et d'autres organisations, Trudeau a annoncé, le 21 mai l'allocation de « 75 millions de dollars de nouveaux fonds pour les organisations qui répondent aux besoins critiques de plus d'un million d'autochtones vivant dans les centres urbains et hors réserve ». Dans un communiqué publié le même jour par le Congrès des peuples autochtones, le chef national Robert Bertrand a déclaré: « Ce financement est une nette amélioration par rapport à l'enveloppe budgétaire inadéquate qui avait été initialement annoncée. À titre de chef national, je suis heureux que le gouvernement fédéral reconnaisse qu'il a une obligation de soutien vis-à-vis les autochtones hors réserve du Canada. »

Note

1. Le 14 avril 2016, la Cour suprême du Canada a conclu dans l'affaire Daniels c. Canada que le gouvernement fédéral, et non les gouvernements provinciaux, détient la responsabilité de légiférer sur les questions relatives aux Métis et aux Indiens non-inscrits. Dans un jugement unanime, la Cour a confirmé que les Métis et les Indiens non-inscrits sont considérés comme des Indiens visés par l'article 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867*, un article qui régit les pouvoirs législatifs exclusifs du gouvernement fédéral. (*Encyclopédie canadienne*)

Les Premières Nations du Manitoba tiennent un blocus justifié au barrage de Keeyask

- Barbara Biley -



Le 21 mai 2020, la nation crie Tataskweyak continue de bloquer la route provinciale 280 pour protéger la communauté contre l'exposition à la COVID-19.

Les quatre Premières Nations manitobaines partenaires d'Hydro Manitoba dans le Partenariat de l'hydroélectricité Keeyask Limitée (PHKL) appuient les actions prises par la nation crie de Tataskweyak le 14 mai pour barrer la route provinciale 280 et la principale barrière et le point d'accès nord de Keeyask. Keeyask est une centrale hydroélectrique de 695 mégawatts qui est en voie de construction sur la rivière Nelson à 725 kilomètres au nord de Winnipeg et qui doit être complétée en 2021. Les quatre Premières Nations membres du partenariat avec Hydro Manitoba sont la nation crie de Tataskweyak, la nation crie du lac Fox, la Première Nation du lac War, et la nation crie de York Factory.

La barricade a été dressée pour arrêter la propagation du virus de la COVID-19 dans leur communauté. Le 18 mai, Hydro Manitoba a servi une injonction de dix jours à la nation crie de Tataskweyak de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba pour démanteler la barricade. Le lendemain, Manitoba Keewatinowi Okimakanak (MKO) Inc., qui représente 26 Premières Nations signataires des traités 4, 5, 6 et 10, a publié une déclaration d'appui au barrage routier. Aussi le 19 mai, la nation crie du lac Fox a déclaré un état d'urgence et a mis sa communauté en confinement tout en dressant une autre barricade au niveau de l'accès sud du site de construction. Le 20 mai, plus de cent personnes se sont rassemblées sur les lieux de la législature manitobaine pour contester l'injonction, se joignant aux activistes qui étaient campés sur les lieux depuis le 14 mai en solidarité avec le barrage routier.



L'action de la nation crie de Tataskweyak est une réponse à la décision d'Hydro Manitoba de faire entrer 1 200 nouveaux travailleurs sur le site au cours des prochains mois, y compris des travailleurs des quatre coins du Canada et d'autres des États-Unis. L'arrivée de ces travailleurs permettra aux 600 à 700 travailleurs qui sont sur le site depuis le mois de mars de partir. Ces derniers se sont portés volontaires pour rester sur le site pour arrêter la rotation normale des travailleurs et le va-et-vient au site

dans les conditions de la pandémie de la COVID-19. Maintenant, avec l'approbation du médecin-hygiéniste en chef du Manitoba, Hydro Manitoba compte restaurer les rotations régulières de travail, malgré le fait que le nord du Manitoba soit fermé aux déplacements non essentiels.

Les Premières Nations partenaires du PHKL n'ont jamais été d'accord avec la décision de poursuivre la construction. Elles ont proposé que Keeyask soit mis en mode « entretien et maintenance » avec environ 250 travailleurs. Le chef de la Première Nation de York Factory, Leroy Constant, dans un reportage d'APTN du 19 mai, affirme : « Nous discutons de ces questions depuis plusieurs semaines, mais il semble que nos partenaires d'Hydro Manitoba ne sont pas intéressés à entendre nos préoccupations. Ce n'est pas comme ça que fonctionne un partenariat... Si Hydro Manitoba devait réduire le nombre de gens travaillant au projet en attendant que nous venions à bout de cette pandémie, ce serait une expression de respect envers les préoccupations que nous avons pour la santé et le bien-être de nos peuples. »

Les Premières Nations du nord du Manitoba sont passées à l'action pour protéger leurs communautés en gérant l'accès dans le but de prévenir l'introduction et la propagation de la COVID-19. Elles devraient être épaulées par les gouvernements fédéral et provinciaux et les autorités de la santé, mais au Manitoba, comme dans d'autres provinces, les grands projets de construction ont été exemptés des restrictions aux déplacements et seraient donc « essentiels ». Les inquiétudes engendrées par cette décision ont été confirmées par la transmission de la COVID-19 en raison des déplacements provenant du projet de sables bitumineux de Kearl Lake près de Fort McMurray en Alberta. Selon les Services de la santé de l'Alberta en date du 20 mai, l'éclosion sur le site de Kearl Lake est liée à 84 cas en Alberta, 19 en Colombie-Britannique et un en Nouvelle-

Écosse, Terre-Neuve et au Labrador respectivement.

Tout au cours de la pandémie et des mesures d'urgence qui ont été prises par les gouvernements provinciaux pour restreindre les déplacements et fermer tout sauf les services et la production essentiels, les Premières Nations et les communautés éloignées ont agi conformément à leurs propres circonstances, tenant compte du niveau des services de santé et des conditions qui augmentent la vulnérabilité des gens de ces communautés. Les préoccupations liées à la classification des camps industriels en tant qu'« essentiels » avec des centaines de travailleurs sur les projets comme Kearn Lake et d'autres en Alberta, Keesyask, le site C, LNG Canada et Coastal GasLink en Colombie-Britannique, Muskrat Falls au Labrador et d'autres ont été soulevées par les organisations autochtones, les professionnels de la santé et les syndicats, y compris des syndicats des métiers de la construction qui représentent certains des travailleurs dans les camps.



Le 29 avril, l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique a publié une déclaration portant le titre : « Les gouvernements doivent respecter les compétences des Premières nations », dans laquelle le Conseil des leaders des Premières nations exhorte « tous les ordres de gouvernement, fédéral, provincial et municipal, à reconnaître et à respecter les compétences et les décisions des Premières Nations lorsqu'ils prennent des mesures pour protéger leurs collectivités pendant la pandémie de la COVID-19. Il est essentiel que tous les ordres de gouvernement incluent et collaborent avec les Premières Nations voisines dans leurs efforts collectifs de lutte contre la COVID-19. »

(Photos : Manitoba Keewatinowi Okimakanak, L. Beady, N. Nechoway)

Déclaration de Manitoba Keewatinowi Okimakanak (MKO) Inc.



Rassemblement au blocus, nation crie Tataskweyak, le 21 mai 2020

Manitoba Keewatinowi Okimakanak (MKO) Inc. publie cette déclaration en collaboration avec les quatre nations crie qui se sont jointes au partenariat avec Hydro Manitoba pour la construction et

l'opération de la centrale hydroélectrique de Keeyask dans le nord du Manitoba. Les quatre Premières Nations sont : la nation crie Tataskweyak, la nation crie du lac Fox, la nation crie du lac War et la nation crie de York Factory.

Les Premières Nations de MKO ont fait part de leurs préoccupations face aux plans d'Hydro Manitoba pour le site de construction de Keeyask depuis mars 2020. Hydro Manitoba projette de mettre en oeuvre une transition de quart de travail dès aujourd'hui, le 19 mai, alors que les 700 employés présents à Keeyask seront autorisés à quitter le site et à retourner chez eux. Hydro Manitoba a commencé à faire entrer près de 1 200 nouveaux travailleurs au site. Ce personnel viendra de diverses régions du Canada et des États-Unis, y compris des régions durement frappées par la COVID-19 telles que le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique.

La nation crie de Tatasweyak, une communauté de 2 500 personnes, a annoncé le 14 mai qu'elle s'apprêtait à fermer la route provinciale 280 et à imposer un confinement dans le but de stopper la propagation du virus de la COVID-19 dans sa communauté. La Première Nation bloque aussi la barrière principale et le point d'accès nord de Keeyask. Le 18 mai, Hydro Manitoba a servi une injonction à la nation crie de Tataskeweyak pour mettre fin au barrage routier de la communauté sur la route provinciale 280.

La nation crie du lac Fox a aussi déclaré un état d'urgence et imposé un confinement à la communauté. La nation crie du lac Fox limite l'accès à Keeyask au point d'accès sud jusqu'à ce qu'Hydro Manitoba se penche comme il se doit sur la sécurité de son peuple pendant la pandémie de la COVID-19.



Citations

« Les intérêts des entreprises ne l'emportent pas sur la sécurité des peuples des Premières Nations du nord du Manitoba », a partagé le Grand Chef de MKO Garrison Settee. « En tant que dirigeants, notre rôle est de protéger notre peuple, c'est là notre préoccupation première. Le gouvernement provincial prétend que la construction du Keeyask est une infrastructure essentielle et critique et pourtant ce site de construction ne fournit aucun pouvoir hydroélectrique en ce moment. Comment peut-il alors être considéré essentiel ? MKO affirme que le projet de Keeyask doit être classé comme infrastructure non essentielle en ce moment. »

« D'autres juridictions ont mis des projets de développement des ressources en pause jusqu'à ce que le risque de la COVID-19 s'atténue. Nous exhortons le gouvernement du Manitoba de mettre ce site de construction en mode 'entretien et maintenance'. Les Premières Nations ont entrepris plusieurs actions pour restreindre la transmission de la COVID-19, y compris fermer nos frontières pour veiller à ce que nos communautés soient sécuritaires. Nous exhortons le gouvernement provincial à faire tout ce qu'il peut pour lui aussi protéger notre peuple », a dit la chef Doreen Spence de la nation crie de Tataskweyak.



« En permettant à plus d'un millier de personnes de voyager dans le nord du Manitoba, les actions prises par Hydro Manitoba sont incohérentes et contraires aux ordres de la santé publique partagés par la province du Manitoba », a affirmé la chef Betsy Kennedy de la Première Nation du lac War. « Les 1000 personnes et plus viennent du Manitoba, ainsi que de nombreuses juridictions partout au Canada et aux États-Unis. On nous dit que les travailleurs venant dans le nord du Manitoba devront se confiner volontairement pendant 14 jours dans leur province d'origine avant de voyager. Il est impossible de vraiment savoir de quoi il relève puisqu'Hydro Manitoba n'a pas partagé l'information sur comment le confinement volontaire sera contrôlé, s'il l'est tout court. Aussi, les travailleurs des autres provinces seront testés pour la COVID-19 dès leur

arrivée à Winnipeg et, s'ils sont déclarés négatifs, seront immédiatement autorisés à voyager au nord pour commencer à travailler. Si un travailleur a été infecté en chemin vers Winnipeg, le test pour dépister la COVID-19 n'est pas assez sensible pour permettre de déceler une infection après une si courte période d'incubation. Notamment, contrairement aux travailleurs des autres provinces, tous les Manitobains revenant de l'extérieur de la province devront s'isoler ici pendant 14 jours suite à leur voyage. »

« En tant que dirigeants des Premières Nations, nous sommes extrêmement frustrés », a dit le chef Leroy Constant de la Première Nation de York Factory. « Nous discutons de ces problèmes depuis des semaines, mais il semblerait que nos partenaires d'Hydro Manitoba démontrent peu d'intérêt à nous écouter. Ce n'est pas comme cela qu'un partenariat doit fonctionner. Nous avons soulevé la question de mettre Keeyask en 'mode d'entretien et de maintenance', ce qui réduirait l'opération à 250 travailleurs sans avancer la construction. Si Hydro Manitoba devait réduire le nombre de personnes travaillant au projet tandis que nous réglons le problème de cette pandémie, ce serait un gage de respect envers les préoccupations que nous avons pour la santé et le bien-être de notre peuple.

« Nous appelons le PDG d'Hydro Manitoba à rencontrer les quatre Premières Nations qui sont censés être des partenaires du projet de construction de Keeyask », a partagé le chef Billy Beardy de la nation crie du lac Fox. « En dépit d'appels à l'action nombreux et répétés, Hydro Manitoba continue d'ignorer les préoccupations exprimées par les Premières Nations. C'est une violation flagrante de comment l'entreprise doit agir au sein d'un partenariat respectueux et coopératif. Nous devons absolument travailler ensemble dans les meilleurs intérêts du peuple pour qui le nord du Manitoba est leur demeure depuis le début des temps. »



(19 mai 2020. Treaty Five Territory, Thompson, MB. Photo: N. Neena, Manitoba Keewatinowi Okimakanak Inc. Traduit de l'anglais par LML)

La décision de la Cour suprême du Canada de rejeter l'appel de Taseko Mines Itée

- La nation tsilhqot'in -



Manifestation contre le projet de mine de Taseko Mines devant l'édifice de la Cour fédérale en 2014

La nation des Tsilhqot'in célèbre le rejet par la Cour suprême du Canada de la demande de Taseko Mines Itée. (TML) de faire appel du rejet du projet de la mine New Prosperity par le gouvernement du Canada en 2014. La mine New Prosperity menaçait un site sacré d'une grande importance culturelle pour les Tsilhqot'in en Colombie-Britannique avec l'ouverture d'une mine d'or et de cuivre à ciel ouvert destructrice qui n'avait pas le consentement de la nation des Tsilhqot'in.

En octobre 2013, une commission d'experts fédéraux indépendants a conclu, dans son rapport d'évaluation environnementale, que la mine New Prosperity aurait des impacts importants et impossibles à atténuer sur la qualité de l'eau, la pêche et le patrimoine culturel, les droits et les pratiques traditionnelles des Tsilhqot'in. La commission d'examen sur la mine New Prosperity a reconnu l'importance de la région de Teztan Biny (lac Fish) et de Y'anah Biny (petit lac Fish) comme étant « unique et d'une importance particulière » pour les Tsilhqot'in. La commission fédérale a noté que TML n'a même pas été en mesure de faire une « preuve de concept » pour sa proposition sans précédent, non prouvée, de recirculation de l'ensemble du lac et que le Teztan Biny serait quand même contaminé au fil du temps malgré les efforts d'atténuation.



En février 2014, le gouvernement du Canada a accepté les conclusions du rapport de la commission fédérale et a rejeté le projet de la mine New Prosperity. En réponse, TML a déposé des recours juridiques contre le rapport de la commission fédérale et la décision du gouvernement du Canada de rejeter la mine New Prosperity. La Cour fédérale a rejeté les deux contestations judiciaires de TML en décembre 2017 et la Cour d'appel fédérale a rejeté les appels de TML en

décembre 2019. Les deux niveaux de tribunal ont confirmé la position de la nation des Tsilhqot'in selon laquelle le gouvernement du Canada a pris la décision parfaitement raisonnable et juste de rejeter ce projet destructeur.

Aujourd'hui [le 14 mai 2020], la Cour suprême du Canada a rejeté la demande de Taseko d'entendre un nouvel appel. Cela signifie que Taseko n'a aucune autre voie légale pour faire appel du rejet de la mine New Prosperity. Le projet est maintenant mort — la mine ne peut pas être construite légalement.

Chef Joe Alphonse, président tribal, gouvernement de la nation des Tsilhqot'in :

« Cette décision était attendue depuis longtemps. Nous célébrons aujourd'hui la décision de la Cour suprême du Canada et prenons le temps de réfléchir aux immenses sacrifices faits par nos communautés et nos membres pour que leur voix soit enfin entendue et respectée. Nous demandons maintenant à TML d'accepter que ce soit pour eux la fin du parcours. Il est temps de passer à autre chose et de protéger cette zone sacrée pour la survie de notre mode de vie. Nous sommes impatients de consacrer notre attention et notre énergie à soutenir des projets économiques responsables dans les aires appropriées de notre territoire, alors que nous nous dirigeons vers la construction d'une économie régionale qui respecte notre culture, notre spiritualité et nos droits et nos titres autochtones. La Colombie-Britannique devrait enfin reconnaître l'importance de cette région pour les Tsilhqot'in et soutenir la Dasiqox Nexwagwezan. La nation ne devrait plus jamais avoir à faire face au fardeau d'une menace industrielle sur cette aire sacrée. »

Chef Russell Myers Ross, vice-président tribal, gouvernement de la nation des Tsilhqot'in :

« Nous sommes soulagés et nous nous réjouissons de cette nouvelle. Les 30 dernières années ont été difficiles et coûteuses pour nos collectivités et notre peuple. La décision d'aujourd'hui est une nouvelle étape dans notre cheminement pour réimaginer une relation plus respectueuse avec la Couronne, fondée sur la reconnaissance de nos droits et de nos titres ancestraux. Nous continuons à investir notre énergie dans un tel avenir, et dans le cas de Teztan Biny et de Y'annah Biny, nous poursuivons une vision alternative appelée Dasiqox Nexwagwezan ('Là pour nous'). Nous espérons que nous pourrions enfin aller de l'avant avec ces plans et concrétiser cette vision. »

Chef Jimmy Lulua, gouvernement de la Première Nation Xenigwet'in :

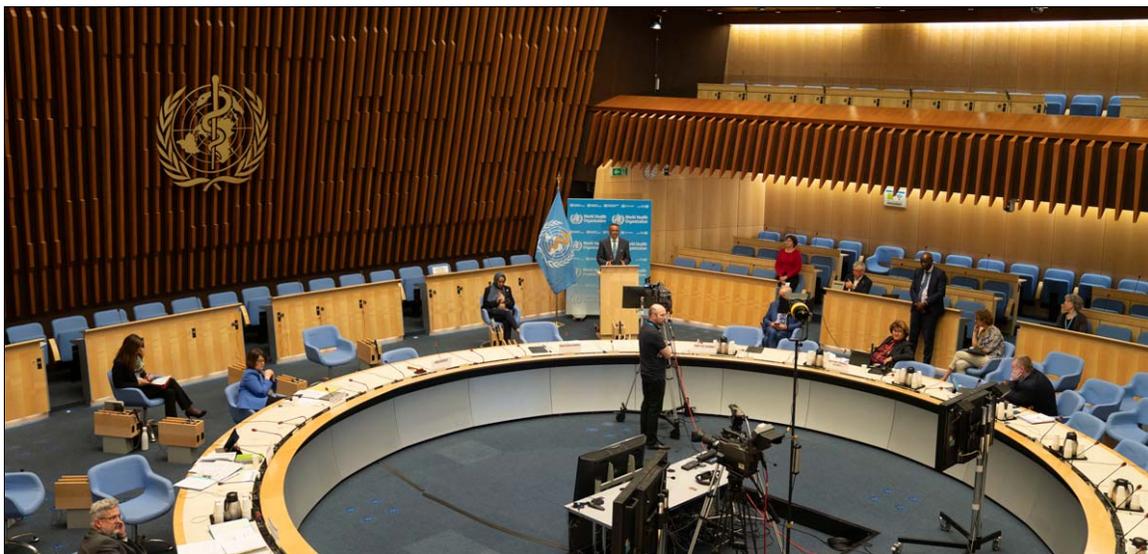
« Aujourd'hui, nous célébrons la reconnaissance par les tribunaux des droits et des titres ancestraux. De plus, nous célébrons la résilience et la persévérance de notre peuple. Oui, les tribunaux ont rendu justice, mais cela a exigé de nos communautés qu'elles restent vigilantes et fortes tout au long de ce processus, au prix d'un immense gaspillage de temps et de ressources. Sans le leadership dont ont fait preuve nos communautés et notre nation, nous aurions perdu l'intégrité d'un lieu sacré de notre territoire, et nos terres, notre eau et notre faune seraient encore plus menacées. Le gouvernement et les tribunaux ont dû être sensibilisés aux droits et aux titres des autochtones pour parvenir à cette décision. Nous continuerons à protéger notre culture et nos lieux sacrés contre des menaces comme celle de TML et nous ne cesserons jamais de nous défendre, de défendre nos droits et de défendre les générations futures. »

(Photos : A. Palframan)



Mise à jour de la COVID-19

«Il y a bien une évidence : le monde ne doit plus jamais être le même» - le directeur général de l'OMS



Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé le 18 mai 2020

L'Assemblée mondiale de la santé (AMS), l'organe décisionnel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est tenue les 18 et 19 mai. Lors de la réunion, un projet de résolution intitulé « Riposte à la COVID-19 » a été déposé dans lequel il y a un appel à examiner de manière « impartiale » et « indépendante » les actions de l'OMS par rapport à la pandémie. Il était parrainé par 62 pays, dont le Canada, mais notamment il ne l'était pas par les États-Unis. Dans son allocution lors de l'ouverture de l'Assemblée, le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, s'est exprimé, entre autres, sur la résolution proposée, tout en déclarant :

« Chaque pays, chaque organisation doit examiner son action et tirer les enseignements de l'expérience.

« L'OMS s'est engagée en faveur de la transparence, de la responsabilisation et de l'amélioration continue. Pour nous, le changement est une constante. De fait, les mécanismes indépendants de responsabilisation existants sont mis en oeuvre depuis le début de la pandémie.

« Le Comité consultatif de surveillance indépendant a publié aujourd'hui son premier rapport sur la pandémie, qui présente plusieurs recommandations au Secrétariat et aux États membres. Dans cet esprit, nous saluons le projet de résolution soumis à l'Assemblée, qui appelle à lancer un processus d'évaluation impartiale, indépendante et complète par étapes.

« Pour être complète, une telle évaluation doit porter sur l'intégralité des interventions engagées par l'ensemble des acteurs. Elle doit aussi être menée de bonne foi. C'est pourquoi je lancerai dans les meilleurs délais une évaluation indépendante afin de passer en revue l'expérience acquise et les leçons tirées et de formuler des recommandations pour améliorer la préparation et la riposte aux pandémies aux niveaux national et mondial.

« Cependant, il y a bien une évidence : le monde ne doit plus jamais être le même. Nul besoin d'un examen concluant que nous devons faire notre possible pour ne plus jamais vivre une telle situation.

« Quelles que soient les leçons de cette pandémie, la plus grave erreur serait de ne pas en tirer les

conséquences et de laisser le monde aussi vulnérable qu'auparavant. Si cette pandémie devait avoir une conséquence positive, ce devrait être un monde plus sûr et plus résilient.

« Ce message n'a rien de nouveau. Les examens menés après l'épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), la pandémie de grippe A(H1N1) et l'épidémie de maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest ont mis en évidence des failles dans la sécurité sanitaire mondiale et ont donné lieu à de nombreuses recommandations à l'intention des pays afin d'y remédier.

« Certaines ont été appliquées, d'autres ont été ignorées.

« La flambée de SRAS a entraîné la révision du Règlement sanitaire international, en 2005. La pandémie de grippe A(H1N1) a vu la création du Cadre de préparation en cas de grippe pandémique. Enfin, la flambée de maladie à virus Ebola de 2014 et 2015 a conduit à la mise en place du dispositif de financement d'urgence en cas de pandémie, du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire et du Comité consultatif de surveillance indépendant.

« Le monde n'a pas besoin d'un autre plan, d'un autre système, d'un autre mécanisme, d'un autre comité ou d'une autre organisation. Il a besoin de consolider, de faire fonctionner et de financer les systèmes et les organisations qui existent, y compris l'OMS. Beaucoup, parmi les dirigeants qui ont pris la parole aujourd'hui, ont évoqué ces questions : faire fonctionner, soutenir et financer l'OMS.

« Le monde ne peut plus se permettre l'amnésie à court terme qui, pendant trop longtemps, a été le trait marquant de sa façon d'aborder la sécurité sanitaire. L'heure est venue de nouer ensemble les fils épars de la sécurité sanitaire mondiale et d'en faire un filin que nul ne pourra briser : un cadre global de préparation aux épidémies et aux pandémies.

« Le monde ne manque ni des outils, ni des connaissances scientifiques, ni des ressources nécessaires pour être plus sûr face aux pandémies. Ce qui lui manque, c'est un engagement sans faille à employer les outils, les connaissances scientifiques et les ressources dont il dispose.

« Cela doit changer et cela doit changer aujourd'hui.

« J'en appelle aujourd'hui à l'ensemble des nations afin qu'elles prennent la ferme résolution de tout mettre en oeuvre pour que la pandémie de coronavirus de 2020 ne se reproduise jamais. J'en appelle à toutes les nations afin qu'elles investissent dans le renforcement et la mise en oeuvre des multiples outils dont nous disposons, et plus particulièrement le traité international qui sous-tend la sécurité sanitaire mondiale : le Règlement sanitaire international (2005).

« Pour réussir, nous devons tous nous engager à adhérer à ce projet commun et à nous rendre mutuellement des comptes. L'année dernière, le Groupe africain a proposé une solution passant par un système d'examen périodique universel qui verrait chaque pays accepter un examen ordinaire et transparent de son état de préparation. »

Réunion virtuelle de la 73e session de l'Assemblée mondiale de la santé

L'Assemblée mondiale de la santé (AMS), l'organe décisionnel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est réunie les 18 et 19 mai. Dans les conditions normales, l'AMS se rencontre aux trois semaines et « compte sur la participation de délégations de tous les États membres de l'Organisation et examine un ordre du jour spécifique consacré à la santé et établi par le Conseil exécutif. Ses principales fonctions consistent à arrêter la politique de l'Organisation, à nommer le

directeur général, à contrôler la politique financière et à examiner et approuver le projet de budget programme. L'Assemblée mondiale de la Santé se tient chaque année à Genève, Suisse ». À cause de la pandémie de la COVID-19, l'assemblée se tiendra sous la forme d'une réunion virtuelle sur deux jours.

L'ordre du jour provisoire tel que publié le 6 avril comprend ceci :

1. Ouverture de l'Assemblée de la Santé
 - 1.1 Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs
 - 1.2 Élection du président
 - 1.3 Élection des cinq vice-présidents, des présidents des commissions principales et constitution du Bureau
 - 1.4 Adoption de l'ordre du jour et répartition des points entre les commissions principales
2. Rapport du Conseil exécutif sur ses cent quarante-cinquième et cent quarante-sixième sessions.
3. Allocution du Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général
4. Intervenants invité(s)
5. Admission de nouveaux membres et de membres associés [s'il y a lieu]
6. Conseil exécutif : élection
7. Distinctions
8. Rapports des commissions principales
9. Clôture de l'Assemblée de la Santé

À cet ordre du jour s'est ajouté un projet de résolution intitulé « Riposte à la COVID-19 » qui appelle à un processus d'évaluation « impartiale », « indépendante » de l'OMS par rapport à la pandémie. Il était parrainé par 62 pays, dont le Canada, mais notamment ne l'était pas par les États-Unis. Un point additionnel à l'ordre du jour proposé par un certain nombre de pays a été celui d'inviter Taiwan à participer à l'AMS en tant qu'observateur, un statut qu'il avait de 2009 à 2016.

Le 19 mai, le projet de résolution a été présenté par l'Union européenne (UE) et proposé par plus de 100 pays et approuvé par l'OMS. Il ne cible aucun pays, mais réitère les responsabilités de l'OMS envers ses pays membres et la nécessité pour tous les gouvernements nationaux de rendre des comptes à leurs citoyens et résidents en fournissant les moyens d'assurer la santé et la sécurité publiques, ainsi que la nécessité de coopération internationale pour surmonter la pandémie. En ce qui concerne l'origine du nouveau coronavirus, une question que les États-Unis, le Canada et d'autres ont tenté d'utiliser pour faire de la Chine le bouc émissaire, la résolution appelle le directeur général de l'OMS à continuer « à collaborer étroitement avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les pays, dans le cadre de l'approche 'n monde, une santé' en vue d'identifier la source zoonotique du virus et de déterminer par quelle voie il s'est introduit dans la population humaine, y compris en examinant le rôle potentiel d'hôtes intermédiaires, notamment moyennant des

missions scientifiques et des missions de collaboration sur le terrain qui permettront de cibler les interventions et d'établir un programme de recherche visant à réduire le risque d'apparition d'incidents similaires et à fournir des orientations sur les moyens à mettre en oeuvre pour prévenir les infections par le coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS-CoV-2) chez l'homme et chez l'animal et éviter l'apparition de nouveaux réservoirs zoonotiques, et à réduire encore les risques d'émergence et de transmission des zoonoses ».

Le projet de résolution lance de plus l'appel au directeur général de l'OMS à « lancer, au moment approprié le plus proche et en consultation avec les États Membres, un processus d'évaluation impartiale, indépendante et complète par étape, notamment en utilisant les mécanismes existants, selon qu'il conviendra, pour examiner l'expérience acquise et les leçons tirées de la riposte sanitaire internationale coordonnée par l'OMS face à la COVID-19 ».

Dans son allocution de clôture à l'Assemblée, le Dr Tedros a remercié les États membres pour « avoir adopté la résolution, qui appelle à une évaluation indépendante et globale de la riposte internationale – y compris, mais non seulement, de l'action de l'OMS.

« Comme je l'ai dit hier, j'entreprendrai une telle évaluation au plus tôt dès que le moment sera approprié.

« Nous sommes favorables à toute initiative visant à renforcer la sécurité sanitaire mondiale, et à renforcer l'OMS, et à mieux nous protéger.

« Comme toujours, l'OMS reste pleinement engagée en faveur de la transparence, de la responsabilisation et d'une amélioration constante. Nous voulons, plus que quiconque, de la responsabilisation. »

Il a déclaré que l'OMS continuerait de travailler avec tous les pays et remplirait son mandat de fournir à tous les pays l'assistance requise pendant la pandémie.

En avril, le président Trump a retiré sous condition le financement américain de l'OMS, de l'ordre de 500 millions de dollars par an, l'accusant d'avoir manqué à son devoir de base dans sa réponse au coronavirus, dans le cadre des tentatives américaines de rejeter sur d'autres la faute de la crise de la COVID-19 aux États-Unis. Trump a réitéré ce chantage dans une lettre envoyée au Dr Tedros le 18 mai, dans laquelle il menace de suspendre définitivement le financement de l'OMS, en déclarant :

« Mon administration a déjà entamé des discussions avec vous sur la façon de réformer l'organisation. Mais une action est nécessaire rapidement. Nous n'avons pas de temps à perdre. C'est pourquoi il est de mon devoir, en tant que président des États-Unis, de vous informer que, si l'Organisation mondiale de la santé ne s'engage pas à apporter des améliorations substantielles importantes dans les 30 prochains jours, je rendrai permanent mon gel temporaire du financement américain à l'Organisation mondiale de la santé et reconsidérerai notre appartenance à l'organisation. Je ne peux pas permettre aux contribuables américains de continuer de financer une organisation qui, dans son état actuel, ne sert manifestement pas les intérêts de l'Amérique. »

En revanche, alors que Trump n'a pas daigné s'adresser en personne à l'OMS, le président chinois Xi Jinping l'a fait par vidéoconférence le 18 mai. Dans ses remarques, Xi a appuyé les efforts mondiaux pour surmonter la pandémie et le rôle de leadership de l'OMS. Il a déclaré que « la Chine porte depuis toujours la vision de la communauté d'avenir partagé pour l'humanité. Elle assume ses responsabilités pour protéger la vie et la santé de son peuple et remplit son devoir pour préserver la santé publique mondiale. Pour promouvoir la coopération internationale contre le COVID-19, j'annonce ce qui suit :

« - La Chine accordera d'ici deux ans une aide de deux milliards de dollars US pour soutenir les

pays touchés, notamment les pays en développement, dans leur lutte contre le COVID-19 et la reprise de leur développement économique et social.

- La Chine créera, en collaboration avec les Nations unies, un dépôt et une plaque tournante de réponse humanitaire globale pour assurer les chaînes d'approvisionnement en matériel destiné à la lutte contre les épidémies, et mettra en place des corridors verts de transport et de dédouanement.

- La Chine mettra en place un mécanisme de coopération entre des hôpitaux chinois et 30 hôpitaux africains et accélérera la construction du siège du CDC africain, pour accompagner l'Afrique dans le renforcement de ses capacités de prévention et de contrôle des maladies.

- Quand le développement et le déploiement d'un vaccin contre le COVID-19 seront disponibles en Chine, ce sera un bien public mondial. Il s'agira de la contribution chinoise à l'accessibilité et l'abordabilité du vaccin dans les pays en développement.

- La Chine oeuvrera avec les autres membres du G20 à concrétiser l'initiative sur la suspension du service de la dette pour les pays les plus pauvres, et travaillera avec la communauté internationale pour accroître le soutien aux pays durement touchés et soumis à une forte pression en vue de les aider à surmonter les difficultés actuelles. »



Des membres de l'équipe médicale chinoise en Italie le 17 mars 2020

(Sources : OMS, Xinhuanet)

La grave menace à la santé que représente la pandémie pour les peuples autochtones partout dans le monde

Le département des Affaires économiques et sociales Peuples autochtones des Nations unies souligne la situation à laquelle sont confrontés les peuples autochtones partout dans le monde pendant la pandémie de la COVID-19. On peut lire sur son site web :

« La pandémie du coronavirus (COVID-19) représente un grave danger pour les peuples autochtones partout dans le monde. Les communautés autochtones n'ont déjà pas ou peu accès aux soins de santé, ont des taux relativement plus élevés de maladies transmissibles et non transmissibles, et ont peu accès aux services essentiels, à un système sanitaire et à d'autres mesures de prévention telles que l'eau potable, le savon, le désinfectant, etc. Aussi, la plupart des

établissements médicaux locaux, s'il y en a, sont souvent en manque d'équipement et de personnel. Même lorsque les peuples autochtones ont accès à des services de santé, ils peuvent être stigmatisés et victimes de discrimination. Un facteur clé est de veiller à ce que les langues autochtones soient accessibles dans ces services et établissements et que ceux-ci répondent aux besoins spécifiques des peuples autochtones.

« Le mode de vie traditionnel des peuples autochtones est à la base de leur résilience, mais peut aussi constituer une menace en ce moment dans la prévention de la propagation du virus. Par exemple, la plupart des communautés autochtones organisent régulièrement de grands rassemblements traditionnels pour célébrer des événements spéciaux comme les récoltes, les cérémonies de passage à l'âge adulte, etc. Aussi, certaines communautés autochtones vivent dans des logements multigénérationnels, ce qui accroît les risques pour les autochtones et leurs familles, en particulier les aînés.



« Alors que le nombre d'infections dues à la COVID-19 augmente partout dans le monde, ainsi que le taux élevé de mortalité au sein de certains groupes vulnérables ayant des problèmes chroniques de santé, les données sur le taux d'infection parmi les peuples autochtones ne sont pas encore disponibles (même dans les endroits où les rapports et les dépistages sont disponibles), ou elles ne sont pas notées en fonction de l'ethnicité. L'information pertinente au sujet des maladies infectieuses et des mesures préventives n'est pas non plus disponible dans les langues autochtones.



« Les peuples autochtones vivent un niveau élevé de marginalisation socio-économique et sont à risque de façon disproportionnée face aux urgences de la santé publique, devenant ainsi encore plus vulnérables en ce temps de pandémie mondiale, dû à des facteurs tels que le manque d'accès à un dépistage systématique et à des systèmes de prévention, et au manque de services sociaux et de santé adéquats.

« Au moment où les mesures de confinement se poursuivent dans de nombreux pays, sans échéancier en vue, les peuples autochtones qui vivent déjà l'insécurité alimentaire en raison de la perte de leurs terres et territoires ancestraux font face à une situation encore plus difficile

pour s'alimenter. Ayant perdu leurs moyens de subsistance traditionnels, qui sont souvent liés à la terre, de nombreux autochtones qui travaillent dans des occupations traditionnelles ou des économies de subsistance ou dans le secteur informel vivront durement les répercussions de la pandémie. La situation des femmes autochtones, qui sont souvent les principales pourvoyeuses d'aliments et de nutrition de leurs familles, est encore plus difficile.

« Malgré tout, les peuples autochtones sont à la recherche de leurs propres solutions à cette pandémie. Ils se mettent en action, se servant de leurs pratiques et connaissances traditionnelles telles que le confinement volontaire, la fermeture de leurs territoires ou les mesures préventives — et ce, dans leurs propres langues. »

Agir pour que les peuples autochtones soient informés, protégés et priorisés pendant la pandémie mondiale de COVID-19

- Anne Nuorgam, présidente, Forum permanent sur les questions autochtones -



Des artistes autochtones de Mutijulu, en Australie, produisent des messages de santé publique sur la COVID-19 avec des formes d'art traditionnel.

Les peuples autochtones vivent à la fois dans des zones urbaines et rurales et comptent aujourd'hui plus de 476 millions d'individus répartis dans 90 pays dans le monde, ce qui représente 6,2 % de la population mondiale. Néanmoins, nos communautés sont près de trois fois plus susceptibles de vivre dans une pauvreté extrême, et donc plus sujettes aux maladies infectieuses. De nombreuses communautés autochtones souffrent déjà de malnutrition et de déficits immunitaires, ce qui peut accroître la vulnérabilité aux maladies infectieuses.

L'étendue de la nature dévastatrice et du potentiel de COVID-19 est inconnue. Les États membres doivent protéger les plus vulnérables de notre société mondiale. Je vous exhorte à prendre des mesures immédiates pour veiller à ce que les peuples autochtones soient informés, protégés et priorisés pendant la pandémie de santé mondiale de COVID-19. À cet égard, les renseignements dans les langues autochtones sont importants pour garantir qu'ils soient accessibles et suivis. La situation des personnes chroniquement vulnérables, des personnes en situation de fragilité médicale et des sages autochtones est particulièrement préoccupante. Les sages autochtones sont une priorité pour nos communautés en tant que gardiens de l'histoire, des traditions et des cultures. Nous demandons également aux États membres d'assurer que les peuples autochtones en isolement volontaire et en contact initial exercent leurs droits à l'autodétermination et que leurs décisions d'être isolés soient respectées. En outre, les États doivent empêcher les personnes étrangères d'entrer sur leurs territoires. Tout plan ou mesure de protection visant les peuples autochtones en isolement volontaire et en premier contact doit être multidisciplinaire et suivre les protocoles convenus et les recommandations internationales telles que les recommandations de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.



Ces temps-ci sont incertains et les membres du PFII examinent différentes options pour faire avancer leur mandat de conseiller sur les questions autochtones. L'instance permanente s'est

engagée et travaillera pour l'avenir afin de s'assurer que les peuples autochtones soient impliqués et inclus dans les interventions liées à la santé publique. Nous exhortons les États membres et la communauté internationale à inclure les besoins et priorités spécifiques des peuples autochtones dans la lutte contre l'épidémie mondiale de COVID-19.

Les peuples autochtones peuvent contribuer à chercher des solutions. Leurs bonnes pratiques de guérison et de savoir traditionnel, telles que l'isolement des communautés pour empêcher la propagation des maladies et l'isolement volontaire, sont suivies aujourd'hui dans le monde entier.



Les autochtones bloquent l'entrée de leur territoire en Colombie-Britannique pour protéger leur communauté contre la COVID-19.

(Avril 2020)

«COVID-19: chaque travailleur doit être protégé, quoi qu'il arrive», disent les experts de l'ONU

- Bureau du haut-commissariat des droits de l'homme des Nations unies -

Alors que les pays commencent à assouplir les restrictions dues à la pandémie de COVID-19, un groupe d'experts des droits de l'homme des Nations unies appelle les gouvernements et les entreprises à veiller à ce que tous les travailleurs soient protégés contre l'exposition au coronavirus.

« On ne peut se passer d'aucun travailleur. Chaque travailleur est essentiel, quelle que soit la catégorie qui lui est appliquée par les États ou les entreprises. Chaque travailleur a le droit d'être protégé contre l'exposition aux dangers sur le lieu de travail, y compris le coronavirus. »

« Nous sommes préoccupés par le nombre de travailleurs en première ligne qui n'ont pas reçu une protection adéquate pendant les phases aiguës de la contagion dans divers pays et secteurs économiques. Et tandis que les gouvernements continuent de réduire les restrictions et que les travailleurs commencent à retourner au travail, nous exhortons tous les États et toutes les entreprises à veiller à ce que des mesures préventives et de précaution soient en place pour protéger chaque travailleur.

« Nous sommes également profondément préoccupés par le risque disproportionné présenté aux travailleurs à faible revenu, aux minorités, aux migrants, aux personnes âgées et à ceux qui ont des problèmes de santé préexistants, aux femmes, ainsi qu'au secteur informel et à ceux de l'économie des spectacles.

« Nous exhortons les États et les entreprises à travailler avec les syndicats et les autres représentants des travailleurs pour garantir la mise en place des garanties nécessaires. »

« Nous nous félicitons des discussions en cours sur l'inclusion du droit à un travail sûr et sain en tant que droit et principe fondamental de l'Organisation internationale du Travail (OIT), à la suite de leur appel à la Conférence internationale du Travail en 2019. Cependant, ils exhortent l'organe directeur de l'agence onusienne à reconnaître ce droit sans plus attendre, ainsi que d'autres droits de l'homme internationalement reconnus.

« Pour l'OIT, forcer les travailleurs vulnérables n'ayant d'autre choix que de supporter des conditions qui les mettent en danger, notamment en démantelant les droits du travail précédemment établis, peut constituer une forme de travail forcé.

« Nous exprimons notre respect et notre admiration aux travailleurs en première ligne de cette pandémie, fournissant des soins de santé, de la nourriture, de l'eau, des installations sanitaires et d'autres biens et services nécessaires, et nos condoléances aux familles de ceux qui ont perdu des êtres chers dans un tel service.

« Notre message d'aujourd'hui est simple, mais crucial : chaque travailleur doit être protégé, quoi qu'il arrive. »

(Le 18 mai 2020. Photo : Power of Many)

La promotion d'un traitement qui n'a pas fait ses preuves et potentiellement dangereux d'un monopole pharmaceutique américain

Le 12 mai, la compagnie américaine Big Pharma Gilead Sciences Inc. a annoncé qu'elle avait signé un contrat de licence avec plusieurs fabricants de médicaments pour la production du Remdesivir pour traiter la COVID-19 dans ce qu'on décrit comme étant « des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ». Gilead a aussi annoncé que des discussions étaient déjà en cours avec l'UNICEF « pour que sa grande expérience dans la fourniture de médicaments à des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire dans des situations d'urgence et de crises humanitaires serve à la livraison du Remdesivir via ses réseaux de distribution déjà bien établis ». Les compagnies de fabrication qui ont signé l'entente avec Gilead sont Cipla, Jubilant Lifesciences et Hetero Labs de l'Inde ; Mylan, une société enregistrée en Hollande, dont la maison-mère est à Canonsburg, en Pennsylvanie et dont les membres du conseil d'administration se réunissent en Grande-Bretagne ; et Ferozsons Labs du Pakistan. À l'annonce de l'entente, le cours des actions de Cipla et Jubilant a connu une hausse. La liste de pays auxquels les licenciés doivent fournir le Remdesivir comprend tous les pays membres de l'Union africaine.

Gilead Sciences Inc. est l'une des plus grandes sociétés pharmaceutiques aux États-Unis. Il embauche près de 12 000 employés, détient des actifs de plus de 60 milliards de dollars US et réalise des ventes annuelles de plus de 20 milliards de dollars US. Donald Rumsfeld, le fauteur de guerre notoire et membre de l'administration de George Bush, était président de la compagnie à partir de 1997 jusqu'à ce qu'il se joigne au gouvernement Bush. Il détiendrait, d'ailleurs, toujours des parts dans la compagnie. Aussi, George Schultz, qui était secrétaire d'État des États-Unis sous Ronald Reagan, continue d'être membre de son conseil d'administration. La société a réalisé d'importants profits à la suite de son contrat de licence avec Roche, le fabricant de médicaments suisse, pour la production de Tamiflu comme traitement pour la grippe porcine H1N1. Les recettes

de cette source de revenus ont alors grimpé en flèche de 16 millions de dollars US au troisième trimestre de 2008 à 194 millions de dollars US au quatrième trimestre. L'utilisation de Tamiflu pour la grippe porcine H1N1 a créé tout un scandale lorsque de nombreux gouvernements ont dénoncé le gaspillage d'argent dépensé pour l'approvisionnement de ce médicament, dont un grand nombre de doses n'ont pas servi. Le médicament a aussi soulevé de vives inquiétudes en raison de ses effets secondaires plus dangereux.

Le Remdesivir de Gilead a d'abord été développé comme traitement pour l'hépatite C, mais s'est avéré inefficace. Il a ensuite été recyclé contre l'Ebola et la maladie virale de Marburg, mais s'est à nouveau avéré inefficace dans le traitement de ces maladies. Récemment, Gilead s'est tourné vers l'utilisation du Remdesivir pour le traitement de la COVID-19. Entre février et mars de cette année, des essais cliniques du médicament ont été réalisés dans la province de Hubei en Chine. Dans cette étude, le médicament a été testé sur 237 patients en double aveugle et contrôlé par placebo et le résultat a été soumis à l'examen des pairs et publié dans *The Lancet* le 29 avril. La conclusion saillante était que le Remdesivir « n'est associé à aucune différence dans le temps dans une amélioration clinique ». L'examen souligne aussi que « les traitements de Remdesivir ont été arrêtés tôt en raison des effets adverses chez 18 (12 %) patients versus 4 (5 %) patients qui ont arrêté le placebo avant le temps ». Malgré cela, le 29 avril, se référant à un essai clinique incomplet aux États-Unis et à un rapport qui n'a pas été soumis à l'examen des pairs, le docteur Anthony Fauci, dirigeant de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses des États-Unis, a déclaré que le Remdesivir comme traitement contre la COVID-19 était « une assez bonne nouvelle » et qu'il établissait de nouvelles normes en termes de soins aux patients de la COVID-19. Ensuite, le 1er mai à la Maison-Blanche, Trump rencontrait le PDG de Gilead avant d'annoncer que le Food and Drug Administration du gouvernement américain avait autorisé l'utilisation urgente du médicament Remdesivir de Gilead pour traiter la COVID-19. Compte tenu de ces développements, le médicament sera fabriqué pour son utilisation en Afrique.

Il est ironique que ceux qui exigent des essais cliniques pour un remède à base de plantes préconisé par le Madagascar pour la COVID-19, et qui dénigrent les efforts de ce pays, sont muets face aux efforts de Gilead de lancer un traitement pharmacologique pour la COVID-19 qui n'a pas fait ses preuves et est potentiellement dangereux pour les peuples d'Afrique.

(www.stopforeigninterventioninafrica.org)

La pandémie mondiale la semaine se terminant le 23 mai

Nombre de cas dans le monde

Au 23 mai, les statistiques mondiales sur la pandémie de la COVID-19, telles que rapportées par Worldometer, étaient les suivantes :

- Nombre total de cas signalés : 5 320 834. C'est 676 364 de plus que le total déclaré le 16 mai de 4 647 961. L'augmentation du nombre de cas par rapport à la semaine précédente était de 642 306.

- Total des cas actifs : 2 811 294. C'est 243 311 de plus que le nombre annoncé le 16 mai de 2 567 983. L'augmentation du nombre total de cas actifs par rapport à la semaine précédente était de 214 088.

- Total des dossiers fermés : 2 513 031. C'est 433 053 de plus que le nombre annoncé le 16 mai

de 2 079 978. Cela se compare à une augmentation de 428 218 par rapport à la semaine précédente.

- Total des décès : 340 261. Cela représente 31 276 décès de plus que le 16 mai, alors que le bilan était de 308 985. Cela se compare à une augmentation de 33 316 la semaine précédente.

- Total des cas rétablis : 2 172 707. Cela représente une hausse de 401 714 par rapport au chiffre de 1 770 993 du 16 mai et se compare à une augmentation de 394 902 rétablissements par rapport à la semaine précédente.

Il y a eu 107 716 nouveaux cas du 21 au 22 mai. Il s'agit de la plus forte augmentation quotidienne jamais enregistrée, ce qui souligne le caractère sérieux continu de la situation mondiale, malgré le fait que certains pays ont surmonté la pandémie et que d'autres ont sensiblement aplati la courbe. Cela se compare à l'augmentation d'une journée du 14 au 15 mai de 99 405 nouveaux cas.

La maladie était présente dans 213 pays et territoires, le même nombre que la semaine précédente. Parmi ceux-ci, 48 pays avaient moins de 100 cas, par rapport au 16 mai où il y avait 52 pays avec moins de 100 cas. Il y a 22 pays ou territoires sans cas actifs cette semaine, contre 15 la semaine précédente. Il s'agit de Maurice (332 cas ; 322 rétablis ; 10 décès) ; Îles Féroé (187 cas, tous rétablis) ; Trinité-et-Tobago (116 cas ; 108 rétablis ; 8 décès) ; Polynésie française (60 cas, tous rétablis) ; Macao (45 cas ; tous rétablis) ; Érythrée (39 cas, tous rétablis) ; Timor-Leste (24 cas, tous rétablis) ; Belize (18 cas ; 16 rétablis ; 2 décès) ; Nouvelle-Calédonie (18 cas, tous rétablis) ; Sainte-Lucie (18 cas, tous rétablis) ; Dominique (16 cas ; tous rétablis) ; Saint-Kitts-et-Nevis (15 cas, tous rétablis) ; les Malouines (13 cas, tous rétablis) ; Montserrat (11 cas, 10 rétablis ; Groenland (11 cas ; tous rétablis) ; les Seychelles (11 cas, tous rétablis ; Papouasie-Nouvelle-Guinée (8 cas ; tous rétablis) ; les Antilles néerlandaises (6 cas ; tous rétablis) ; Saint-Barth (6 cas, tous rétablis) ; Sahara occidental (6 cas, tous rétablis) ; Anguilla (3 cas, tous rétablis) ; Saint-Pierre et Miquelon (1 cas, rétabli).

Les cinq pays avec le plus grand nombre de cas au 23 mai sont indiqués ci-dessous, accompagnés du nombre de cas et de décès par million d'habitants :

États-Unis : 1 645 353 (1 144 470 actifs ; 403 228 rétablis ; 97 655 décès) et 4 974 cas par million ; 295 décès par million
- 16 mai : 1 484 287 (1 068 029 actifs ; 327 751 rétablis ; 88 507 décès) et 4 488 cas par million ; 268 décès par million

Russie : 335 882 (224 558 actifs ; 107 936 rétablis ; 3 388 décès) et 2 302 cas par million ; 23 décès par million
- 16 mai : 272 043 (206 340 actifs ; 63 166 rétablis ; 2 537 décès) et 1 801 cas par million ; 17 décès par million

Brésil : 332 382 (175 836 actifs ; 135 430 rétablis ; 21 116 décès) et 1 565 cas par million ; 99 décès par million
- 16 mai : 220 291 (120 359 actifs ; 84 970 rétablis ; 14 962 décès) et 1 037 cas par million ; 70 décès par million

Espagne : 281 904 (56 318 actifs ; 196 958 rétablis ; 28 628 décès) et 6 030 cas par million ; 612 décès par million
- 16 mai : 274 367 (57 941 actifs ; 188 967 rétablis ; 27 459 décès) et 5 868 cas par million ; 587 décès par million

Royaume-Uni : 254 195 (actif et rétabli ND ; 36 393 décès) et 3 747 cas par million ; 536 décès par million
- 16 mai : 236 711 (ND actif ; ND rétabli ; 33 998 décès) et 3 489 cas par million ; 501 décès par

million

Le taux de nouveaux cas quotidiens aux États-Unis s'est quelque peu stabilisé à environ 20 000, bien qu'il y ait eu 28 179 nouveaux cas le 21 mai. La Russie et surtout le Brésil ont connu une forte augmentation du taux du nombre de nouveaux cas quotidiens. La Russie a ajouté environ 9 000 nouveaux cas par jour depuis le 16 mai. Le 20 mai, le Brésil a connu sa plus forte augmentation en une journée, avec 21 472 nouveaux cas, et au cours de la semaine dernière il est passé du cinquième pays avec le plus grand nombre de cas au troisième pays. Ces trois pays représentent à eux seuls environ la moitié du nombre total de nouveaux cas par jour au cours de la semaine écoulée.

Cas dans les cinq premiers pays par région

En Europe, le 23 mai, les trois autres pays européens avec le plus grand nombre de cas déclarés après l'Espagne et le Royaume-Uni énumérés ci-dessus sont l'Italie, la France et l'Allemagne :

Italie : 228 658 (59 322 actifs ; 136 720 rétablis ; 32 616 décès) et 3 781 cas par million ; 539 décès par million

- 16 mai : 223 885 (72 070 actifs ; 120 205 rétablis ; 31 610 décès) et 3 702 cas par million ; 523 décès par million

France : 182 219 (89 721 actifs ; 64 209 rétablis ; 28 289 décès) et 2 792 cas par million ; 433 décès par million

- 16 mai : 179 506 (91 529 actifs ; 60 448 rétablis ; 27 529 décès) et 2 751 cas par million ; 422 décès par million

Allemagne : 179 713 (12 361 actifs ; 159 000 rétablis ; 8 352 décès) et 2 146 cas par million ; 100 décès par million

- 16 mai : 175 699 (15 998 actifs ; 151 700 rétablis ; 8 001 décès) et 2 098 cas par million ; 96 décès par million

L'Italie a continué de connaître une tendance à la baisse des nouvelles infections à coronavirus au 22 mai, près de trois semaines après la fin de son confinement national. Les chiffres sont « encourageants », a gazouillé le ministre de la Santé Roberto Speranza le 22 mai. « Ils nous disent que le pays a bien encaissé le déconfinement initial du 4 mai. » Cependant, il a averti que les Italiens « ne doivent pas imaginer que nous avons gagné. Une prudence maximale est nécessaire. Il faut très peu pour annuler les sacrifices consentis jusqu'à présent. »

Plus tôt dans la journée, le président de l'Institut national italien de la santé (ISS), Silvio Brusaferro, a tenu une conférence de presse, où il a déclaré que « la courbe épidémiologique ... montre clairement qu'elle diminue » et que « le nombre de cas asymptomatiques est en augmentation ». Cela signifie que de plus en plus d'écouvillons et d'activités de recherche de contacts sont en cours, a-t-il expliqué. Brusaferro a également déclaré que les 20 régions d'Italie peuvent être divisées en « trois vitesses » d'infection, car certaines ont très peu de cas et d'autres en ont « un nombre important » mais « toutes diminuent ».

Le Dr Giovanni Rezza, ancien directeur du Département des maladies infectieuses de l'ISS, qui est maintenant directeur général des soins de santé préventifs au ministère de la Santé, a déclaré « qu'il y a deux préoccupations majeures » en passant de la phase un (confinement) à la phase deux (l'après-confinement) : que les gens ne respectent pas les protocoles antivirus, tels que le port de masques et la distanciation sociale, et que les autorités sanitaires ne parviennent pas à « identifier et contenir » rapidement toute nouvelle éclosion de la COVID-19.

En Grande-Bretagne, le gouvernement introduit enfin une quarantaine de 14 jours pour presque

tous les voyageurs internationaux, à compter du 8 juin, toute personne enfreignant les règles s'expose à une amende de 1 218 dollars (1 000 livres). La mesure intervient après des centaines de milliers d'infections, des dizaines de milliers de décès et l'admission du gouvernement selon laquelle il a permis à des centaines de milliers de passagers aériens d'entrer dans le pays sans dépistage.

En Espagne, le nombre de morts par jour du nouveau coronavirus était de 56, a annoncé son ministère de la Santé le 22 mai, le sixième jour consécutif de moins de 100 décès. Le gouvernement a annoncé le 22 mai que les mesures de confinement commenceraient à être assouplies dans toutes les régions à partir du 25 mai. Actuellement, Madrid, Barcelone et certaines parties de la Castille et de León, qui ont été particulièrement touchées par la COVID-19, sont les seuls endroits en Espagne qui restent soumis à des confinements stricts. Dans ces régions, qui représentent 53 % de la population espagnole, les gens pourront s'asseoir aux terrasses de bars et de restaurants en plein air, assister à des rassemblements de 10 personnes et se rendre dans des lieux de culte. Le reste du pays fonctionnera avec des mesures encore plus assouplies, alors que les cinémas, les restaurants intérieurs et les centres commerciaux pourront ouvrir avec une capacité limitée.

En France, des élections locales auront lieu le 28 juin, lors d'un second tour reporté depuis le 22 mars, à condition qu'il n'y ait pas de pic d'infections entre-temps, a annoncé le gouvernement. « Après avoir pesé le pour et le contre, nous pensons que notre vie démocratique doit reprendre », a déclaré le premier ministre Edouard Philippe lors d'une conférence de presse. Les masques seront obligatoires, et les citoyens qui visitent les bureaux de vote seront également invités à apporter leurs propres stylos pour signer les registres.

En Eurasie, le 23 mai, la Russie arrive en tête de la liste des cinq pays avec le nombre le plus élevé de cas de la région, avec les chiffres indiqués ci-dessus, suivi par :

Turquie : 154 500 (34 113 actifs ; 116 111 rétablis ; 4 276 décès) et 1 834 cas par million ; 51 décès par million
- 16 mai : 146 457 (36 269 actifs ; 106 133 rétablis ; 4 055 décès) et 1 739 cas par million ; 48 décès par million

Kazakhstan : 7 919 (3 788 actifs ; 4 096 rétablis ; 35 décès) et 422 cas par million ; 2 décès par million
- 16 mai : 5 850 (3 109 actifs ; 2 707 rétablis ; 34 décès) et 312 cas par million ; 2 décès par million

Arménie : 6 302 (3 289 actifs ; 2 936 rétablis ; 77 décès) et 2 127 cas par million ; 26 décès par million
- 16 mai : 4 283 (2 437 actifs ; 1 791 rétablis ; 55 décès) et 1 446 cas par million ; 19 décès par million

Azerbaïdjan : 3 855 (1 410 actifs ; 2 399 rétablis ; 46 décès) et 381 cas par million ; 5 décès par million
- 16 mai : 2 980 (1 058 actifs ; 1 886 rétablis ; 36 décès) et 294 cas par million ; 4 décès par million

Avec un nombre croissant d'infections, la Russie devrait s'attendre à une augmentation significative du taux de mortalité pour les chiffres publiés ce mois-ci, ont déclaré le 22 mai des responsables. Lors d'une réunion du gouvernement avec le président Vladimir Poutine, la vice-première ministre Tatiana Golikova a déclaré que « la maladie et les maladies chroniques n'ont pas toujours un dénouement favorable ». Le maire de Moscou, Sergei Sobyannin, a également déclaré que le nombre de morts dans la capitale en mai serait « considérablement plus élevé qu'en avril ». Son adjointe Anastasia Rakova a expliqué plus tard que « le pic de mortalité est généralement retardé de deux à trois semaines après le pic des hospitalisations » pour la

COVID-19. Des déclarations officielles et des reportages dans plus de 70 régions de la Russie montrent qu'au moins 9 479 travailleurs médicaux ont été infectés par le virus au cours du dernier mois et plus de 70 sont décédés. Comme dans d'autres pays, les statistiques sont probablement sous-estimées, car aucun critère et méthodologie cohérents pour attribuer les décès à la COVID-19 n'ont été mis en oeuvre. Comme dans d'autres pays comme les États-Unis et le Canada, les agences de presse rapportent que les travailleurs de la santé russes manquent d'équipement de protection individuelle et s'exposent à des représailles pour avoir dénoncé leurs conditions de travail dangereuses.

Malgré le taux quotidien toujours élevé d'environ 9 000 nouvelles infections, le président Vladimir Poutine a déclaré le 22 mai que l'épidémie de coronavirus en Russie avait commencé à diminuer, créant un environnement positif pour assouplir les restrictions. Le taux quotidien de nouveaux cas a culminé à 11 656 le 11 mai et le 21 mai il était à 8 849. S'exprimant lors d'une vidéoconférence avec de hauts responsables, Poutine a cité un nombre décroissant de nouvelles infections à Moscou et dans d'autres régions. « La dynamique positive n'est pas aussi rapide que nous le souhaiterions, parfois même instable, mais elle existe », a-t-il déclaré. Il a déclaré qu'une baisse régulière du nombre de nouveaux cas ouvre la voie à une nouvelle levée des restrictions, mais il a également souligné la nécessité de préserver la capacité des hôpitaux en cas d'une nouvelle vague de contagion. Les responsables ont signalé que l'afflux de patients atteints de la COVID-19, en particulier ceux dans un état grave, a diminué. Poutine a noté que les hôpitaux du pays sont capables d'accueillir plus de 165 000 patients atteints du coronavirus et qu'ils sont actuellement occupés aux deux tiers.

En Asie occidentale le 23 mai :

Iran : 133 521 (22 090 actifs ; 104 072 rétablis ; 7 359 décès) et 1 592 cas par million ; 88 décès par million

- 16 mai : 118 392 (18 308 actifs ; 93 147 rétablis ; 6 937 décès) et 1 412 cas par million ; 83 décès par million

Arabie saoudite : 67 719 (28 352 actifs ; 39 003 rétablis ; 364 décès) et 1 949 cas par million ; 10 décès par million

- 16 mai : 52 016 (28 048 actifs ; 23 666 rétablis ; 302 décès) et 1 497 cas par million ; 9 décès par million

Qatar : 40 481 (32 569 actifs ; 7 893 rétablis ; 19 décès) et 14 078 cas par million ; 7 décès par million

- 16 mai : 30 972 (27 169 actifs ; 3 788 rétablis ; 15 décès) et 10 774 cas par million ; 5 décès par million

Émirats arabes unis : 27 892 (13 853 actifs ; 13 798 rétablis ; 241 décès) et 2 824 cas par million ; 24 décès par million

- 16 mai : 21 831 (14 293 actifs ; 7 328 rétablis ; 210 décès) et 2 211 cas par million ; 21 décès par million

Koweït : 19 564 (13 911 actifs ; 5 515 rétablis ; 138 décès) et 4 589 cas par million ; 32 décès par million

- 16 mai : 13 802 (9 852 actifs ; 3 843 rétablis ; 107 décès) et 3 237 cas par million ; 25 décès par million

Le coronavirus se propagerait dans tout le Yémen, où le système de santé « s'est en fait effondré », ont déclaré le 22 mai les Nations unies qui ont appelé à un financement urgent. Se référant aux agences d'aide, Jens Laerke, le porte-parole du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), a déclaré lors d'une réunion d'information à Genève : « Nous

entendons beaucoup d'entre elles dire que le Yémen est vraiment au bord du gouffre en ce moment. La situation est extrêmement alarmante. Ils parlent de l'effondrement du système de santé. » Ils parlent de devoir renvoyer les gens chez eux parce qu'ils n'ont pas assez d'oxygène (médical), ils n'ont pas assez d'équipement de protection individuelle », a-t-il déclaré. Le 22 mai, le Yémen avait signalé 184 cas et 30 décès. « L'incidence réelle est presque certainement beaucoup plus élevée », a déclaré Laerke.

En Asie du Sud le 23 mai :

Inde : 126 308 (70 296 actifs ; 52 258 rétablis ; 3 754 décès) et 92 cas par million ; 3 décès par million

- 16 mai : 86 595 (53 049 actifs ; 30 786 rétablis ; 2 760 décès) et 63 cas par million ; 2 décès par million

Pakistan : 52 437 (34 683 actifs ; 16 653 rétablis ; 1 101 décès) et 238 cas par million ; 5 décès par million

- 16 mai : 38 799 (27 085 actifs ; 10 880 rétablis ; 834 décès) et 176 cas par million ; 4 décès par million

Bangladesh : 32 078 (25 140 actifs ; 6 486 rétablis ; 452 décès) et 195 cas par million ; 3 décès par million

- 16 mai : 20 995 (16 564 actifs ; 4 117 rétablis ; 314 décès) et 128 cas par million ; 2 décès par million

Afghanistan : 9 998 (8 742 actifs ; 1 040 rétablis ; 216 décès) et 258 cas par million ; 6 décès par million

- 16 mai : 6 402 (5 489 actifs ; 745 rétablis ; 168 décès) et 165 cas par million ; 4 décès par million

Sri Lanka : 1 068 (399 actifs ; 660 rétablis ; 9 décès) et 50 cas par million ; 0,4 décès par million

- 16 mai : 936 (407 actifs ; 520 rétablis ; 9 décès) et 44 cas par million ; 0,4 décès par million

L'Inde a enregistré quelque 6 568 nouveaux cas du nouveau coronavirus le 22 mai, sa plus forte augmentation en une journée. Le premier ministre Narendra Modi a prolongé jusqu'au 31 mai le confinement qui a commencé le 25 mars, mais les restrictions ont été assouplies dans les zones où le nombre de cas est inférieur tandis que les gouvernements des États ont été autorisés à publier leurs propres lignes directrices sur certaines questions.

L'État du Kerala est une de ces régions où les cas ont été faibles. Il compte 691 cas, trois décès et le taux de récupération le plus élevé de près de 90 % en Inde, rapporte Al Jazeera. Al Jazeera a interviewé Pinarayi Vijayan, le ministre en chef du Kerala, pour savoir comment le gouvernement du parti communiste de l'État est parvenu à ce résultat. Vijayan a dit que :

« D'abord et avant tout, c'est le soutien résolu apporté par la population du Kerala à la lutte contre la COVID-19 qui a aidé l'État à sortir de la situation. Le plan de préparation précoce de l'État, les interventions en soins de santé ciblées sous la direction de notre système de santé publique, des mesures de confinement efficaces assistées par des organismes chargés de l'application des lois, un ensemble de mesures économiques spéciales bien à l'avance, une aide en temps opportun pour les travailleurs migrants, des initiatives décentralisées par le biais des autorités locales, en particulier pour prendre soin des personnes en quarantaine et de la coordination interministérielle, etc., ont été les piliers du modèle mis en place au Kerala contre cette pandémie.

« La mise en quarantaine à domicile des cas suspects, la recherche des contacts des cas positifs, des tests de dépistage adéquats et un traitement spécialisé ont tous assuré que les cas positifs ont été traités efficacement et guéris. En résumé, tous ces éléments ont ouvert la voie à notre succès à

juguler le virus. [...]

« Le Kerala a été en mesure de faire à l'urgence sanitaire de manière efficace grâce à notre solide système de santé publique. La COVID-19 a prouvé au monde que les systèmes de santé publique sont absolument essentiels. La synergie entre nos services de santé, nos forces et les gouvernements locaux a assuré que les mesures de prévention et de guérison sont allées de pair. Tous ces éléments réunis garantissent qu'au moment où nous aplatissons la courbe, le Kerala a le taux de rétablissement le plus élevé et l'un des taux de mortalité les plus bas du monde. »

Concernant les mesures prises au Kerala pour atténuer la crise des migrants précipitée par le confinement imposé par le gouvernement central, Vijayan a expliqué :

« Le confinement est un moyen de limiter l'interaction entre les personnes afin que la transmission du virus puisse être réduite. Cependant, ce n'est pas une baguette magique qui peut être agitée pour répondre à l'urgence sanitaire actuelle. Nous devons la compléter en identifiant les cas suspects, les mettre en quarantaine, effectuer des tests de dépistage en nombre suffisant, traiter les cas positifs et rechercher leurs contacts. Il s'agit d'un exercice cyclique qui doit être poursuivi jusqu'à ce que tous ceux qui sont sous traitement soient guéris et que tous ceux qui sont en quarantaine soient jugés négatifs.

« Dans le cadre d'un confinement, les gens sont obligés de renoncer à leurs moyens de subsistance et les plus durement touchés seraient les travailleurs salariés. Presque tous les travailleurs invités au Kerala sont des journaliers. Pour garantir qu'ils respectent strictement les protocoles de confinement, leurs besoins doivent être satisfaits. Il est du devoir de l'État de veiller à ce que leurs besoins soient satisfaits. Le Kerala l'a fait. Nous avons organisé des camps de secours pour eux, avec un soutien médical adéquat et des fournitures pour l'hygiène personnelle. En fonction de leurs préférences, nous avons fourni de la nourriture préparée ou les aliments essentiels pour cuisiner. Lorsque le gouvernement central a autorisé les voyages, nous avons même organisé leur retour dans leur pays d'origine. Plus de 300 000 travailleurs invités ont reçu de l'aide dans environ 20 000 camps au cours de cette période. »

En Asie du Sud-Est le 23 mai :

Singapour : 31 068 (18 050 actifs ; 12 995 rétablis ; 23 décès) et 5 315 cas par million ; 4 décès par million

- 16 mai : 27 356 (20 087 actifs ; 7 248 rétablis ; 21 décès) et 4 681 cas par million ; 4 décès par million

Indonésie : 21 745 (15 145 actifs ; 5 249 rétablis ; 1 351 décès) et 80 cas par million ; 5 décès par million

- 16 mai : 17 025 (12 025 actifs ; 3 911 rétablis ; 1 089 décès) et 62 cas par million ; 4 décès par million

Philippines : 13 777 (9 737 actifs ; 3 177 rétablis ; 863 décès) et 126 cas par million ; 8 décès par million

- 16 mai : 12 305 (8 927 actifs ; 2 561 rétablis ; 817 décès) et 112 cas par million ; 7 décès par million

Malaisie : 7 185 (1 158 actifs ; 5 912 rétablis ; 115 décès) et 222 cas par million ; 4 décès par million

- 16 mai : 6 872 (1 247 actifs ; 5 512 rétablis ; 113 décès) et 213 cas par million ; 3 décès par million

Thaïlande : 3 040 (68 actifs ; 2 916 rétablis ; 56 décès) et 44 cas par million ; 0,8 décès par million

- 16 mai : 3 025 (114 actifs ; 2 855 rétablis ; 56 décès) et 43 cas par million ; 0,8 décès par million

En Asie de l'Est le 23 mai :

Chine : 82 971 (79 actifs ; 78 258 rétablis ; 4 634 décès) et 58 cas par million ; 3 décès par million
- 16 mai : 82 941 (89 actifs ; 78 219 rétablis ; 4 633 décès) et 58 cas par million ; 3 décès par million

Japon : 16 513 (2 712 actifs ; 13 005 rétablis ; 796 décès) et 131 cas par million ; 6 décès par million
- 16 mai : 16 203 (5 152 actifs ; 10 338 rétablis ; 713 décès) et 128 cas par million ; 6 décès par million

Corée du Sud : 11 165 (705 actifs ; 10 194 rétablis ; 266 décès) et 218 cas par million ; 5 décès par million
- 16 mai : 11 037 (924 actifs ; 9 851 rétablis ; 262 décès) et 215 cas par million ; 5 décès par million

Taïwan : 441 (23 actifs ; 411 rétablis ; 7 décès) et 19 cas par million ; 0,3 décès par million
- 16 mai : 440 (44 actifs ; 389 rétablis ; 7 décès) 18 cas par million ; 0,3 décès par million

Le 18 mai, la ville chinoise de Shulan, une municipalité de 700 000 habitants dans la province de Jilin dans le nord-est du pays, a été placée sous haute surveillance après que 19 nouveaux cas de la COVID-19 ont été détectés depuis le 7 mai, selon un rapport de *China Daily*. Les zones résidentielles de Shulan avec des cas positifs ou suspectés du virus ont été mises en quarantaine, avec du personnel affecté pour empêcher les gens d'entrer ou de sortir de ces zones, a rapporté le *China Daily*. Citant une annonce de responsables locaux de la lutte contre les maladies, le *China Daily* a déclaré que les supermarchés fourniraient des « nécessités quotidiennes » aux communautés isolées. Dans les zones où aucun cas de nouveau coronavirus n'a été identifié, les restrictions étendues émises le 18 mai permettent à un membre de chaque ménage d'acheter de la nourriture ou d'autres produits tous les deux jours. Les autorités sanitaires de Shulan pensent que les récentes transmissions de virus sont liées à une femme de 45 ans atteinte de la COVID-19. Des enquêtes sont en cours sur la manière dont elle a contracté la maladie, compte tenu de son absence d'historique de voyage ou d'une exposition connue au virus.

En Amérique du Nord le 23 mai :

États-Unis : 1 645 353 (1 144 470 actifs ; 403 228 rétablis ; 97 655 décès) et 4 974 cas par million ; 295 décès par million
- 16 mai : 1 484 287 (1 068 029 actifs ; 327 751 rétablis ; 88 507 décès) et 4 488 cas par million ; 268 décès par million

Canada : 82 480 (33 636 actifs ; 42 594 rétablis ; 6 250 décès) et 2 187 cas par million ; 166 décès par million
- 16 mai : 74 613 (32 156 actifs ; 36 895 rétablis ; 5 562 décès) et 1 979 cas par million ; 148 décès par million

Mexique : 62 527 (12 813 actifs ; 42 725 rétablis ; 6 989 décès) et 486 cas par million ; 54 décès par million
- 16 mai : 45 032 (9 814 actifs ; 30 451 rétablis ; 4 767 décès) et 350 cas par million ; 37 décès par million

Aux États-Unis, où la situation demeure dramatique sur le plan politique et du point de vue de la santé, diverses restrictions liées à la pandémie sont néanmoins levées alors que les conditions pour le faire en toute sécurité n'ont pas été remplies, avec le résultat prévisible que de nouvelles éclosions se produisent, ce qui pourrait prolonger la crise à laquelle fait face le pays. Le *Washington Post* a rapporté le 22 mai :

« Tous les États et territoires américains ont assoupli les restrictions pour les entreprises et les

activités sociales, essayant de redémarrer les économies frappées par la nouvelle pandémie du coronavirus et par des semaines d'ordonnances de demeurer à la maison, qui ont touché quelque 315 millions d'Américains.

« Des experts en santé publique avertissent que cette augmentation de l'activité est susceptible de provoquer une flambée de nouvelles infections. 'Il existe un risque réel de déclencher une éclosion que vous ne pourrez peut-être pas contrôler' en rouvrant trop rapidement, a déclaré l'expert en maladies infectieuses, Anthony S. Fauci, dans son témoignage devant le Sénat le 12 mai, 'ce qui va mener à des souffrances et des décès qui pourraient être évités '.

« Les cas continuent d'augmenter dans certains des États où les gouverneurs ont été les plus agressifs pour ouvrir des espaces publics et des entreprises qui dépendent de contacts personnels étroits, tels que les salons et les salles d'entraînement. Aucun n'a satisfait à la recommandation principale du gouvernement fédéral d'une baisse de deux semaines consécutives de cas signalés. »

En ce qui concerne le fait que les autorités américaines n'ont pas tenu compte des directives de l'OMS et de l'expérience d'autres pays, dont la Chine, en prenant des mesures en temps opportun, une étude récente de chercheurs de l'Université de Columbia a déclaré que si de vastes mesures de confinement et de distanciation sociale avaient été imposées, une semaine plus tôt, « les États-Unis auraient pu prévenir 36 000 décès dès le début de mai - environ 40 % des décès signalés à ce jour », a rapporté le *Washington Post*.

Au Canada, le nombre total de cas a maintenant atteint pratiquement le même nombre qu'en Chine, avec un nombre de décès plus élevé, malgré la population beaucoup plus petite du Canada. Pour mettre les choses en perspective, dans les Amériques, le Canada a le quatrième plus grand nombre de cas, le cinquième plus grand nombre de cas par million d'habitants et le troisième plus grand nombre de décès par million d'habitants. Le taux de nouveaux cas quotidiens a été supérieur à 1 000 depuis le 30 mars, avec un record historique atteint le 3 mai sur 2 760 cas. Au 22 mai, le Québec comptait le plus grand nombre de cas, soit 46 141 ; suivi de l'Ontario avec 24 628 ; l'Alberta avec 6 800 ; la Colombie-Britannique avec 2 507 ; la Nouvelle-Écosse avec 1 048 ; la Saskatchewan avec 627 ; le Manitoba avec 292 ; Terre-Neuve-et-Labrador avec 260 ; le Nouveau-Brunswick avec 121 ; l'Île-du-Prince-Édouard avec 27 ; le Yukon avec 11 ; et les Territoires du Nord-Ouest avec cinq. Le Nunavut n'a aucun cas.

En Amérique centrale et dans les Caraïbes le 23 mai :

République dominicaine : 13 989 (5 961 actifs ; 7 572 rétablis ; 456 décès)

et 1 291 cas par million ; 42 décès par million

- 16 mai : 11 739 (7 758 actifs ; 3 557 rétablis ; 424 décès) et 1 084 cas par million ; 39 décès par million

Panama : 10 267 (3 697 actifs ; 6 275 rétablis ; 295 décès) et 2 384 cas par million ; 68 décès par million

- 16 mai : 9 268 (2 922 actifs ; 6 080 rétablis ; 266 actifs) et 2 152 cas par million ; 62 décès par million

Honduras : 3 477 (2 871 actifs ; 439 rétablis ; 167 décès) et 352 cas par million ; 17 décès par million

- 16 mai : 2 460 (2 062 actifs ; 264 rétablis ; 134 décès) et 249 cas par million ; 14 décès par million

Guatemala : 2 743 (2 470 actifs ; 222 rétablis ; 51 décès) et 153 cas par million ; 3 décès par million

- 16 mai : 1 643 (1 478 actifs ; 135 rétablis ; 30 décès) et 92 cas par million ; 2 décès par million

Cuba : 1 916 (204 actifs ; 1 631 rétablis ; 81 décès) et 169 cas par million ; 7 décès par million
- 16 mai : 1 840 (336 actifs ; 1 425 rétablis ; 79 décès) et 162 cas par million ; 7 décès par million

En Amérique du Sud le 23 mai :

Brésil : 332 382 (175 836 actifs ; 135 430 rétablis ; 21 116 décès) et 1 565 cas par million ; 99 décès par million
- 16 mai : 220 291 (120 359 actifs ; 84 970 rétablis ; 14 962 décès) et 1 037 cas par million ; 70 décès par million

Pérou : 111 698 (63 606 actifs ; 44 848 rétablis ; 3 244 décès) et 3 393 cas par million ; 99 décès par million
- 16 mai : 84 495 (54 956 actifs ; 27 147 rétablis ; 2 392 décès) et 2 567 cas par million ; 73 décès par million

Chili : 61 857 (35 885 actifs ; 25 342 rétablis ; 630 décès) et 3 239 cas par million ; 33
- 16 mai : 39 542 (22 534 actifs ; 16 614 rétablis ; 394 décès) et 2 071 cas par million ; 21 décès par million

Équateur : 35 828 (29 215 actifs ; 3 557 rétablis ; 3 056 décès) et 2 034 cas par million ; 174 décès par million
- 16 mai : 31 467 (25 440 actifs ; 3 433 rétablis ; 2 594 décès) et 1 787 cas par million ; 147 décès par million

Colombie : 19 131 (13 874 actifs ; 4 575 rétablis ; 682 décès) et 376 cas par million ; 13 décès par million
- 16 mai : 14 216 (10 210 actifs ; 3 460 rétablis ; 546 décès) et 280 cas par million ; 11 décès par million

L'Amérique du Sud est devenue un « épice » de la pandémie de la COVID-19, le Brésil étant le pays le plus durement touché, a déclaré le 22 mai Mike Ryan de l'Organisation mondiale de la santé. Le 21 mai, le Brésil a dépassé 20 000 décès, avec un record de 1188 décès par jour. Le 22 mai, il y a eu 966 décès quotidiens, mais dans l'ensemble, le taux de mortalité a tendance à augmenter. Selon les données du ministère brésilien de la Santé, le nombre de décès a doublé en 11 jours. En dépit de cette situation, le président Jair Bolsonaro a continué le 21 mai à demander la levée des mesures de confinement imposées par les gouvernements des États et des municipalités.

« L'État de Sao Paulo, la capitale économique et culturelle du Brésil, est de loin le plus touché, avec environ un quart des décès et des infections du pays », a écrit l'agence France Presse le 22 mai. « Les réseaux hospitaliers de Sao Paulo, Rio de Janeiro et divers États du nord et du nord-est du Brésil sont sur le point de s'effondrer.

« Les autorités se sont précipitées pour créer des hôpitaux de campagne avec plus de lits mais ont du mal à les construire assez rapidement. »

En Afrique le 23 mai :

Afrique du Sud : 20 125 (9 624 actifs ; 10 104 rétablis ; 397 décès) et 340 cas par million ; 7 décès par million
- 16 mai : 13 524 (7 194 actifs ; 6 083 rétablis ; 247 décès) et 228 cas par million ; 4 décès par million

Égypte : 15 786 (10 705 actifs ; 4 374 rétablis ; 707 décès) et 155 cas par million ; 7 décès par million

- 16 mai : 11 228 (7 837 actifs ; 2 799 rétablis ; 592 décès) et 110 cas par million ; 6 décès par million

Algérie : 7 918 (3 080 actifs ; 4 256 rétablis ; 582 décès) et 181 cas par million ; 13 décès par million

- 16 mai : 6 629 (2 822 actifs ; 3 271 rétablis ; 536 décès) et 152 cas par million ; 12 décès par million

Maroc : 7 375 (2 605 actifs ; 4 573 rétablis ; 197 décès) et 200 cas par million ; 5 décès par million

- 16 mai : 6 681 (3 014 actifs ; 3 475 rétablis ; 192 décès) et 181 cas par million ; 5 décès par million

Nigéria : 7 261 (5 033 actifs ; 2 007 rétablis ; 221 décès) et 35 cas par million ; 1 décès par million

- 16 mai : 5 621 (3 973 actifs ; 1 172 rétablis ; 176 décès) et 27 cas par million ; 0,9 décès par million

Le nombre de cas du coronavirus en Afrique a dépassé 100 000, selon l'OMS, et il y a des infections dans chaque pays de ce continent, une augmentation de 80 171 cas en date du 16 mai. Dans un communiqué de presse du 22 mai, OMS Afrique affirme :

« Bien qu'elle ait franchi ce seuil, la pandémie, qui a frappé avec une force dévastatrice une grande partie du monde, semble prendre une voie différente en Afrique. Le nombre de cas n'a pas augmenté au même rythme exponentiel que dans d'autres régions et, jusqu'à présent, l'Afrique n'a pas connu la forte mortalité observée dans certaines parties du monde. Aujourd'hui, il y a 3 100 décès confirmés sur le continent.

« Par comparaison, lorsque les cas ont atteint 100 000 dans la région européenne de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les décès se sont élevés à plus de 4 900. Les premières analyses de l'OMS suggèrent que le faible taux de mortalité en Afrique pourrait être le résultat de la démographie et d'autres facteurs possibles. L'Afrique est le continent le plus jeune sur le plan démographique, avec plus de 60 % de la population âgée de moins de 25 ans. Les adultes plus âgés ont un risque nettement plus élevé de développer une maladie grave. En Europe, près de 95 % des décès surviennent chez les personnes de plus de 60 ans.

« Les gouvernements africains ont pris des décisions difficiles et n'ont pas tardé à imposer des mesures d'endiguement, y compris la distanciation physique et sociale, qui auront un coût socio-économique important. Ces mesures, qui, avec la recherche des contacts et l'isolement, l'extension et l'augmentation du lavage des mains, ont contribué à ralentir la propagation du virus.

« 'Pour l'instant, le continent a été épargné par le nombre élevé de décès qui ont dévasté d'autres régions du monde', a déclaré Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. 'Il est possible que le dividende de notre jeunesse porte ses fruits et entraîne moins de décès. Mais nous devons éviter le piège de la complaisance car nos systèmes de santé sont fragiles et sont moins capables de faire face à une augmentation soudaine du nombre de cas.'

« Le continent a fait des progrès significatifs en matière de tests avec environ 1,5 million de tests de COVID-19 effectués jusqu'à présent. Toutefois, les taux de dépistage restent faibles et de nombreux pays continuent à avoir besoin d'un soutien pour intensifier le dépistage. Il est nécessaire d'étendre la capacité de dépistage dans les zones urbaines, semi-urbaines et rurales, et de fournir des kits de test supplémentaires.

« Les cas continuent d'augmenter en Afrique et alors qu'il a fallu globalement 52 jours pour atteindre les 10 000 premiers cas, il n'a fallu que 11 jours pour passer de 30 000 à 50 000 cas. Environ la moitié des pays en Afrique connaissent une transmission communautaire. Plus de 3 400 professionnels de la santé ont été infectés par le COVID-19. Il est important que les autorités sanitaires donnent la priorité à la protection du personnel de santé contre l'infection par

COVID-19 dans les structures médicales et les communautés. Il est également nécessaire de fournir suffisamment d'équipements de protection individuelle aux professionnels de la santé et de les sensibiliser, ainsi que de renforcer la prévention et le contrôle des infections dans les structures de santé.

« Tester le plus grand nombre de personnes possible et protéger les professionnels de la santé qui entrent en contact avec des cas suspects et confirmés sont des aspects cruciaux de cette réponse. Malgré les pénuries mondiales, nous nous efforçons de donner la priorité à la livraison de kits de test et d'équipements de protection individuelle aux pays à revenu faible et intermédiaire qui ont les populations les plus vulnérables, en fonction du nombre de cas signalés », a déclaré Dr Ahmed Al Mandhari, directeur régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale.

« Malgré le nombre relativement moins élevé de cas de COVID-19 en Afrique, la pandémie demeure une menace majeure pour les systèmes de santé du continent. Une nouvelle étude de modélisation de l'OMS prévoit que si les mesures d'endiguement échouent, même avec un nombre de cas nécessitant une hospitalisation plus faible qu'ailleurs, la capacité médicale dans une grande partie de l'Afrique serait dépassée.

« Maintenant que les pays commencent à assouplir leurs mesures d'endiguement, il est possible que le nombre de cas augmente considérablement. Il est essentiel que les gouvernements restent vigilants et soient prêts à ajuster les mesures en fonction des données épidémiologiques et d'une évaluation appropriée des risques. »

En Océanie le 23 mai :

Australie : 7 111 (515 actifs ; 6 494 rétablis ; 102 décès) et 279 cas par million ; 4 décès par million
- 16 mai : 7 036 (576 actifs ; 6 362 rétablis ; 98 décès) et 276 cas par million ; 4 décès par million

Nouvelle-Zélande : 1 504 (28 actifs ; 1 455 rétablis ; 21 décès) et 312 cas par million ; 4 décès par million
- 16 mai : 1 498 (49 actifs ; 1 428 rétablis ; 21 décès) et 311 cas par million ; 4 décès par million

Guam : 160 cas (5 décès)
- 16 mai : 149 (5 décès)

Polynésie française : 60 (tous rétablis) et 214
- 16 mai : 60 (1 actif ; 59 rétablis) et 214 cas par million

Nouvelle-Calédonie : 18 (tous rétablis)
- 16 mai : 18 (tous rétablis)

(Sources : Xinhua, Al Jazeera, Reuters, AFP, WHO, Washington Post.)



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

[PDF](#)

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca